CCAMLR-VII

**COMMISSION POUR LA CONSERVATION DE LA
FAUNE ET LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE**

**RAPPORT DE LA SEPTIEME REUNION
DE LA COMMISSION**

HOBART, AUSTRALIE
24 OCTOBRE - 4 NOVEMBRE 1988

CCAMLR
25 Old Wharf
Hobart
Tasmania 7000
AUSTRALIA

Téléphone : 61 02 310366
Fac-similé : 61 02 232714
Télex : AA 57236

Ce document est publié dans les quatre langues officielles de la Commission : anglais, français, russe et espagnol. Des copies peuvent être obtenues sur demande auprès du Secrétariat de la CCAMLR à l'adresse indiquée ci-dessus.

Résumé

Ce document présente le procès-verbal adopté de la septième réunion de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique qui s'est tenue à Hobart, Australie, en 1988. Les questions principales ayant fait l'objet de discussions lors de la réunion comprennent : l'administration financière, l'évaluation et la prévention de la mortalité accidentelle des ressources marines vivantes de l'Antarctique, l'examen du rapport du Comité scientifique, l'examen des Mesures de conservation existantes et l'adoption de nouvelles Mesures de conservation, l'établissement d'un système d'observation et de contrôle, le respect des Mesures de conservation en vigueur, le développement d'une stratégie de conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique et la collaboration avec d'autres organisations internationales y compris le Système du Traité sur l'Antarctique. Les rapports du Comité permanent sur l'administration et les finances et du Comité permanent sur l'observation et le contrôle figurent en annexe au présent rapport.

TABLE DES MATIERES

	Page
OUVERTURE DE LA REUNION	1
FINANCES ET ADMINISTRATION	2
Examen du compte financier révisé de 1987 et nomination du comptable agréé	3
Examen du budget pour 1988	3
Projet de budget pour 1989 et prévisions budgétaires pour 1990	4
Personnel du Secrétariat	4
Secrétaire exécutif	4
Etude du Secrétaire exécutif sur certaines dépenses particulières	5
Président et Vice-Président du SCAF	5
EVALUATION ET PREVENTION DE LA MORTALITE ACCIDENTELLE DES RESSOURCES MARINES VIVANTES DE L'ANTARCTIQUE	5
Rapports des Membres sur l'évaluation et la prévention de la mortalité accidentelle	6
Brochure d'information et écriteau	7
Réglementation de la pollution provenant des navires en vertu de l'Annexe V de la Convention MARPOL	8
Demande de conseils au SCAR sur les programmes de contrôle	8
Futurs travaux	11
COOPERATION AVEC D'AUTRES ELEMENTS DU SYSTEME DU TRAITE SUR L'ANTARCTIQUE	11
Rapport de l'observateur de la CCAMLR auprès du SCAR	12
Rapport de l'observateur de la CCAMLR auprès de la réunion de 1988 ayant pour but d'examiner l'application de la Convention pour la conservation des phoques de l'Antarctique (CCAS)	13

RAPPORT DU COMITE SCIENTIFIQUE	15
Krill	16
Ressources de poissons	16
Calmars	18
Contrôle et gestion de l'écosystème	18
Enregistrement et protection des sites à terre du CEMP	19
Populations de mammifères et d'oiseaux marins	21
Examen du programme de travail à long terme du Comité scientifique	21
ETUDE DES MESURES DE CONSERVATION	21
Examen des mesures existantes	21
Examen des demandes complémentaires	23
Les TAC	24
Protection des poissons juvéniles	27
Taille minimum du maillage	27
Zones fermées	28
Saisons fermées	28
Indications au Comité scientifique	28
MESURE DE CONSERVATION 11/VII	30
MESURE DE CONSERVATION 12/VII	31
Dispositions exceptionnelles pour la recherche scientifique	31
ETABLISSEMENT D'UN SYSTEME D'OBSERVATION ET DE CONTROLE, ARTICLE XXIV DE LA CONVENTION	32
Système d'observation et de contrôle	32
Mesures à prendre à l'avenir	38
RESPECT DES MESURES DE CONSERVATION EN VIGUEUR AUX TERMES DE L'ARTICLE X	40

DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE DE CONSERVATION POUR LES RESSOURCES MARINES VIVANTES DE L'ANTARCTIQUE	40
Futurs travaux	42
COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	44
Demande de l'ASOC en vue d'obtenir le statut d'observateur	44
ELECTION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION	46
PROCHAINE REUNION	46
AUTRES QUESTIONS	46
ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA REUNION	47
ANNEXE A : Liste des participants	49
ANNEXE B : Discours à l'occasion de l'ouverture officielle de la septième réunion de la Commission pour la conservation de la faune et flore marines de l'Antarctique (E. Samoteikin, Ambassadeur de l'URSS) ...	63
ANNEXE C : Ordre du jour de la septième réunion de la Commission	71
ANNEXE D : Liste des documents de réunion	75
ANNEXE E : Rapport du Secrétaire exécutif sur la réunion du Comité permanent sur l'administration et les finances (SCAF)	89
ANNEXE F : Prévisions financières et dépenses 1988, budget 1989 et prévisions budgétaires pour 1990	103
ANNEXE G : Enregistrement des sites à terre du CEMP	104
ANNEXE H : Rapport du Comité permanent sur l'observation et le contrôle (SCOI)	113

RAPPORT DE LA SEPTIEME REUNION DE LA COMMISSION

OUVERTURE DE LA REUNION

1. La septième réunion annuelle de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique s'est tenue à Hobart, Tasmanie, Australie, du 24 octobre au 4 novembre 1988.

2. Tous les Membres de la Commission étaient représentés : l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Chili, la Communauté Economique Européenne, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la République de Corée, la République Démocratique Allemande, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

3. Conformément à l'usage établi, les états adhérents étaient invités à assister à la réunion à titre d'observateurs et la Grèce, la Suède et l'Uruguay étaient présents à ce titre.

4. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission océanographique intergouvernementale (COI), l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), la Commission internationale de la chasse à la baleine (CIB), le Comité scientifique pour les recherches antarctiques (SCAR), le Comité scientifique de la recherche océanique (SCOR) et la Coalition de l'Antarctique et de l'océan Austral (ASOC) ont été invités à assister à la réunion en tant qu'observateurs. La CIB, le SCAR et l'ASOC y ont assisté (voir les paragraphes 154-157). Une liste des participants figure à l'Annexe A.

5. La Commission a noté que le Canada avait adhéré à la Convention le 1^{er} juillet 1988.

6. La septième réunion annuelle de la Commission a été ouverte par Son Excellence, Dr Eugène Samoteikin, Ambassadeur de l'URSS en Australie. Une copie du discours du Dr Samoteikin figure à l'Annexe B.

7. Il a été suggéré que dans l'ordre du jour provisoire, le point concernant la récente réunion pour la Conservation des phoques antarctiques devrait recevoir le titre plus général de "Coopération avec d'autres éléments du système du Traité sur l'Antarctique" et devenir un point permanent de l'ordre du jour de la Commission. Ce changement a été approuvé et l'ordre du jour a été adopté (Annexe C).

8. Une liste des documents présentés à la réunion figure à l'Annexe D.

9. Le Président, M. Edmond de Wilde (Belgique) a accueilli les délégués et ceux qui étaient présents à la réunion en tant qu'observateurs et a présenté un bref compte rendu des activités d'intersession de la Commission. Conformément à une décision prise par la Commission à sa dernière réunion (CCAMLR-VI, paragraphe 104) des mesures avaient été prises par le Président concernant une allégation d'infraction à une mesure de conservation. Cette question est examinée au point 9 de l'ordre du jour. Le Président a fait savoir que la Commission avait reçu une demande de la Coalition de l'Antarctique et de l'océan Austral (ASOC) qui désirait obtenir le statut d'observateur. Il avait consulté les Membres et la question avait été inscrite pour examen au point 11 de l'ordre du jour. A la suggestion du Président, la Belgique avait représenté la Commission à la réunion qui avait pour but d'examiner la Convention pour la conservation des phoques antarctiques.

FINANCES ET ADMINISTRATION

10. Les points suivants de l'ordre du jour de la Commission ont été communiqués au Comité permanent sur l'administration et les finances (SCAF) en vue d'examen :

- (i) Examen du compte financier de 1987
- (ii) Nomination du Comptable agréé
- (iii) Examen du budget de 1988
- (iv) Projet de budget pour 1989 et prévisions budgétaires pour 1990
- (v) Personnel du Secrétariat
- (vi) Etude du Secrétaire exécutif sur certaines dépenses particulières

11. Il a été noté que le Président du SCAF arriverait au terme de son mandat à la clôture de la réunion. La Commission a demandé au SCAF d'examiner tout changement portant sur ses attributions qui serait nécessaire pour que la Commission puisse élire un Vice-Président au moment de l'élection du nouveau Président du SCAF.

12. La Commission a reçu le rapport du Secrétaire exécutif sur la réunion du Comité permanent sur l'administration et les finances (Annexe D). Les délégations se sont félicitées de l'efficacité avec laquelle le SCAF a pu achever ses travaux grâce aux efforts du Secrétariat.

Examen du compte financier révisé de 1987
et nomination d'un comptable agréé

13. La Commission a accepté le compte financier de 1987 et a convenu de nommer l'Auditeur-général d'Australie comme comptable agréé de la Commission pour une nouvelle période de deux ans.

Examen du budget pour 1988

14. La Commission a noté les résultats prévus des revenus et dépenses pour 1988. Il a été convenu que les Membres devraient, dans toute la mesure du possible, essayer de payer leurs cotisations au plus près de la date prévue et, dans tous les cas, avant la date limite du 31 mai.

Projet de budget pour 1989 et prévisions budgétaires pour 1990

15. La Commission a noté avec satisfaction que le total du budget pour 1989 indiquait une réduction de 0,3% en termes absolus par rapport au budget de 1988. Lorsque la distinction était faite entre dépenses récurrentes et non récurrentes, conformément à la pratique de la Commission, les dépenses récurrentes diminuaient de 4,5% en termes absolus.

16. La proposition visant à publier les Mesures de conservation en vigueur sous la forme d'un document distinct du volume des Documents de base a été acceptée.

17. La Commission a approuvé le budget pour 1989. Une copie du budget, y compris les prévisions budgétaires pour 1990, figure à l'Annexe E.

18. Il a été noté que, pour ce qui est du budget 1989, la totalité des cotisations des Membres après déduction des crédits estimatifs sera de 960 258 \$A. Les cotisations calculées d'après la formule adoptée (CCAMLR-VI, paragraphe 28) sont estimées comme suit :

URSS	74 763 \$A
Japon	50 032 \$A
Autres Membres	46 414 \$A

Personnel du Secrétariat

19. La Commission a pris note des discussions du Comité concernant les postes de la catégorie cadres au Secrétariat et a avalisé les accords conclus.

Secrétaire exécutif

20. Il a été noté que le contrat actuel du Secrétaire exécutif expirait en 1990. Il a été convenu qu'aucune action n'était requise pour le moment, mais qu'il fallait inclure cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Etude du Secrétaire exécutif sur certaines dépenses particulières

21. Aucune objection n'a été soulevée concernant les conclusions du Comité sur ce point.

Président et Vice-Président du SCAF

22. La Commission a remercié M. Bhandari, qui avait représenté l'Inde en tant que Président du SCAF pendant les deux dernières années. La CEE a été élue à la Présidence pour les deux prochaines années jusqu'à la fin de la réunion de la Commission en 1990.

23. L'article (ii) des attributions du Comité permanent sur l'administration et les finances fut amendé comme suit, pour permettre au Comité d'avoir un Vice-Président :

"(ii) La Commission élira parmi ses Membres, et pour un mandat de deux ans une fois renouvelable, un Président et un Vice-président du Comité permanent."

24. L'Argentine a été élue à la Vice-présidence du SCAF.

EVALUATION ET PREVENTION DE LA MORTALITE ACCIDENTELLE
DES RESSOURCES MARINES VIVANTES DE L'ANTARCTIQUE

25. Lors de l'examen de ce point, la Commission avait à sa disposition les rapports de huit Membres, dont quelques-uns décrivaient les résultats de campagnes effectuées pour détecter les débris marins et les problèmes liés à l'enchevêtrement. Elle disposait également d'un bulletin (brochure) d'information et d'un écriteau préparés par le Secrétariat et destinés à informer ceux qui mènent des activités dans la zone de la Convention sur le problème se rattachant aux débris marins et le meilleur moyen de se débarrasser de ces différents types de déchets. De plus, la Commission a

pris en considération l'entrée en vigueur imminente de l'Annexe V de la Convention MARPOL.* Enfin, la Commission a reçu une demande de la part du Comité scientifique pour les recherches antarctiques (SCAR) visant à établir des programmes de contrôle sur la pollution par les matières plastiques et l'enchevêtrement de la vie marine en Antarctique.

Rapports des Membres sur l'évaluation et
la prévention de la mortalité accidentelle

26. Dans le rapport de la réunion de la Commission de l'année dernière, les Membres ont convenu de demander à leurs ressortissants menant des activités dans la zone de la Convention de rendre compte de tout repérage d'engins de pêche perdus ou abandonnés et d'inspecter périodiquement les plages ainsi que les colonies de phoques et de manchots dans la région de leurs stations côtières. Des comptes rendus ont été reçus de la part de l'Argentine, de l'Australie, du Japon, de la République de Corée, de l'Afrique du Sud, de l'Union Soviétique, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

27. Plusieurs Membres n'ont rencontré aucun problème lié aux débris marins ou à l'enchevêtrement, d'autres par contre ont signalé la perte de sacs de chaluts ainsi que le repérage de débris abandonnés, consistant en balises de pêche, bouteilles de gaz vides, en plastique, fragments de filets et emballages de produits domestiques. De plus, cinq éléphants de mer ont été aperçus enchevêtrés dans des filets de pêche abandonnés et deux otaries mâles sont morts après s'être enchevêtrés dans des trémails. Les Membres ont convenu que ces comptes rendus fournissaient des informations utiles sur la perte de la vie marine en Antarctique causée par l'enchevêtrement dans les débris marins.

28. Pour s'assurer que la perte ou l'abandon de filets, de fragments de filets et autres débris potentiellement dangereux n'entravent pas les

* La Convention internationale pour la prévention de la pollution provenant des navires en mer, de 1973, telle qu'elle a été modifiée par le protocole de 1978.

efforts réalisés pour remplir les objectifs stipulés à l'Article II de la Convention, il a été convenu que les Membres continueraient à prendre les mesures indiquées à la cinquième réunion de la Commission (CCAMLR-V, paragraphes 40-43). Ces mesures consistent à maintenir un relevé complet des engins de pêche perdus, à ramasser -si possible- les débris marins abandonnés, à inspecter régulièrement les plages et les colonies de manchots et de phoques près des stations côtières, à demander aux ressortissants de rendre compte de tout repérage de débris abandonnés, à déterminer des méthodes pratiques pour le marquage des engins de pêche, et à maintenir un inventaire des types et quantités de filets utilisés dans la zone de la Convention. Dans ce contexte, la Commission a noté que la déclaration des mortalités accidentelles recommandée au paragraphe 42 de CCAMLR-V avait été jusqu'ici insuffisante.

Brochure d'information et écriteau

29. En réponse à la décision prise par la Commission lors de la cinquième réunion (CCAMLR-V, 40(b)), le Secrétaire exécutif a finalisé et distribué au cours de la période d'intersession une brochure d'information "pour aviser les pêcheurs, les chercheurs et tous ceux qui travaillent dans la zone de la Convention, de l'origine, du sort et des effets des débris marins potentiellement dangereux" et un écriteau "qui pourrait être placé en évidence à des endroits appropriés à bord des navires opérant dans la zone de la Convention, et indiquant la marche à suivre pour le traitement, le stockage et le déchargement de différents types de détritrus". Les textes de la brochure et de l'écriteau figurent à l'Annexe F de CCAMLR-VI.

30. Les Membres ont été instamment priés de distribuer la brochure à tous leurs ressortissants travaillant en Antarctique et de s'assurer que tous les responsables des navires intéressés reçoivent l'écriteau. Le Secrétaire exécutif a signalé que des brochures supplémentaires étaient disponibles et que des écriteaux supplémentaires pouvaient être commandés auprès du Secrétariat. La Commission a exprimé son contentement au Secrétaire exécutif pour la qualité de son travail lors de la préparation et de la distribution de ce matériel.

Réglementation de la pollution provenant des navires
en vertu de l'Annexe V de la Convention MARPOL

31. La Convention MARPOL a pour but le contrôle de la pollution produite par les navires, y compris le déchargement accidentel de déchets se rapportant aux opérations normales des navires. L'Annexe V de la Convention interdit le déchargement de "tous plastiques comprenant, entre autres, les cordages synthétiques, les filets de pêche synthétiques et les sacs de poubelle plastiques", et exige que les flottes de pêche commerciales prennent les "précautions raisonnables" pour prévenir la perte accidentelle de matériel synthétique résultant de la réparation des filets de pêche synthétiques. En outre, l'Annexe fixe certaines restrictions concernant le déchargement en mer sur d'autres types de détritiques par des navires.

32. L'Annexe V de la Convention MARPOL entrera en vigueur le 31 décembre 1988. Etant donné que la Convention MARPOL s'applique aux navires opérant dans les eaux de l'Antarctique, il a été convenu que les Membres qui ne l'ont déjà fait examineraient et prendraient les mesures nécessaires pour accepter ou ratifier l'Annexe V de la Convention MARPOL. De plus, la Commission a fait remarquer qu'il serait souhaitable que les Membres opérant dans la zone de la Convention observent les mesures mentionnées dans l'Annexe.

Demande de conseils au SCAR sur les programmes de contrôle

33. Lors de sa réunion, tenue au cours de SCAR XX 1988, le Sous-comité chargé de la biologie des oiseaux du Groupe de travail du SCAR sur la biologie a examiné le problème de la pollution par les matières plastiques chez les oiseaux de mer antarctiques. Sur la base de l'examen des documents présentés, il a estimé qu'il était clair que les niveaux de cette pollution augmentent et sont déjà élevés chez certaines espèces de Procellariidés (SC-CAMLR-VII/12, page 22).

34. Le Sous-comité chargé de la biologie des oiseaux a demandé que le Groupe de travail du SCAR sur la biologie examine les possibilités de commencer un programme de contrôle des niveaux et des effets de la

pollution par les matières plastiques chez les oiseaux de mer, qui concernerait à la fois l'ingestion de particules plastiques et la mortalité due à l'enchevêtrement et les autres effets similaires.

35. Le Groupe de travail du SCAR sur la biologie, prenant note des initiatives existantes de la CCAMLR dans ce domaine, a demandé que la CCAMLR "envisage d'engager des programmes destinés à contrôler le niveau et les effets de la pollution par les matières plastiques provenant à la fois de l'ingestion de particules plastiques et de l'enchevêtrement, chez les oiseaux sub-antarctiques et antarctiques" (SC-CAMLR-VII/12, paragraphe 3.6).

36. Le Groupe de spécialistes du SCAR sur les phoques, se réunissant à l'occasion de SCAR XX 1988, a noté que des cas d'enchevêtrement sur des otaries antarctiques avaient été signalés dans plusieurs zones autour de l'Antarctique (y compris la Géorgie du Sud, les îles Shetland du Sud, Crozet, Marion, Heard et Bouvet) (SC-CAMLR-VII/12, page 49).

37. Le Groupe a noté la possibilité d'effets adverses importants, à l'avenir, sur les pinnipèdes antarctiques et a demandé à la CCAMLR de "rechercher des informations détaillées sur la fréquence de ces événements et la nature des cas d'enchevêtrement concernant les phoques, afin d'identifier les causes de cet enchevêtrement, et les tendances de sa fréquence et de son étendue sur une certaine période de temps. Le Groupe a recommandé que soit encouragée la présentation de rapports réguliers et complets où figureraient :

- (a) une description suffisante des cas d'enchevêtrement pour identifier, autant que possible, à la fois les causes de l'enchevêtrement et ses effets sur les individus (par exemple condition, lésions, etc.); et
- (b) la présence, ou l'absence, de cas d'enchevêtrement des phoques sur une base quantitative par espèce, à l'intérieur de zones, groupes ou populations d'une taille donnée."

Le Groupe s'est proposé d'aider la CCAMLR à établir une fiche de déclaration appropriée qui serait distribuée aux pays opérant dans l'Antarctique.

38. En réponse à ces demandes du SCAR, la Commission a noté que les Membres étaient déjà tenus de déclarer les pertes d'équipement pouvant poser un danger potentiel d'enchevêtrement pour les animaux, de déclarer tout cas d'enchevêtrement dans ce genre de matériel et d'effectuer des relevés quantitatifs du matériel de pêche et autres débris rejetés sur les rives (CCAMLR-V/5, paragraphe 41). De plus, les Membres sont obligés d'effectuer un rapport annuel (comprenant des détails sur l'âge ou la taille, le sexe et l'état reproducteur des oiseaux ou mammifères capturés accidentellement au cours des opérations de pêche) (CCAMLR-V/5, paragraphe 42).

39. La Commission a noté, cependant, que ces obligations :

- (a) ne répondent pas au problème de l'ingestion des matières plastiques;
- (b) ne prévoient pas spécifiquement des rapports quantitatifs et détaillés de l'incidence, des causes et effets de l'enchevêtrement dans les cas où les opérations de pêche ne sont pas concernées; et
- (c) peuvent ne pas fournir des informations suffisamment détaillées concernant la mortalité accidentelle lors des opérations de pêche pour permettre une évaluation de l'étendue du problème, ou un contrôle des changements sur une base quantitative.

40. Par conséquent, la Commission a chargé le Président du Comité scientifique de demander :

- (a) au Sous-comité du SCAR chargé de la biologie des oiseaux de :

- (i) résumer les informations existantes sur l'incidence de l'ingestion de matières plastiques par les oiseaux marins en Antarctique, et
 - (ii) proposer des mesures qui permettraient de contrôler les niveaux et les effets de cette pollution.
- (b) au Groupe du SCAR de spécialistes sur les phoques d'informer la Commission sur :
- (i) la conduite de prospections (y compris la collecte des données et les formats de déclaration) destinées à déterminer l'incidence, les causes et effets de l'enchevêtrement des mammifères marins,
 - (ii) les améliorations apportées au système actuel de la CCAMLR pour la déclaration de la mortalité accidentelle associée aux opérations de pêche afin, plus précisément, de déterminer la fréquence, les causes et les effets de cette mortalité.

Futurs travaux

41. Il a été décidé que ce point devra figurer à l'ordre du jour des prochaines réunions annuelles de la Commission et que les Membres informeront, avant ces réunions, le Secrétaire exécutif des dispositions qui ont été prises -ou qui le sont actuellement- afin d'appliquer les mesures convenues aux paragraphes 40-43 de CCAMLR-V.

COOPERATION AVEC D'AUTRES ELEMENTS DU SYSTEME DU TRAITE SUR L'ANTARCTIQUE

42. La Commission a noté que la prochaine réunion des Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique se tiendra à Paris du 9 au

19 octobre 1989 et la réunion préparatoire aura lieu quelque temps avant cette période. Il a été convenu que la CCAMLR souhaiterait être représentée à cette réunion si elle y était invitée.

43. Il a été signalé que, selon une pratique courante, le Comité scientifique nommait un représentant pour assister, en tant qu'observateur, aux réunions du Comité scientifique pour les recherches antarctiques (SCAR). Par conséquent, le rapport de l'observateur a été présenté en tant que document du Comité scientifique et n'a pas été examiné par la Commission. Vu qu'une grande part des travaux du SCAR intéressait directement la Commission, il a été convenu que l'observateur de la CCAMLR à la réunion du SCAR présenterait un rapport à la Commission qui figurerait à ce point de l'ordre du jour.

Rapport de l'observateur de la CCAMLR auprès du SCAR

44. Le Docteur John Croxall (R-U) a présenté le rapport de l'observateur de la CCAMLR auprès du SCAR (SC-CAMLR-VII/12). Le rapport a consisté en un résumé des informations intéressant la CCAMLR qui se sont présentées au cours de SCAR XX et du cinquième Symposium du SCAR sur la biologie antarctique (ayant trait aux changements écologiques et à la conservation des écosystèmes antarctiques, question primordiale pour la CCAMLR).

45. Les points suivants étaient d'un intérêt particulier pour la Commission :

- (i) propositions de modifications concernant les sites et les espèces à contrôler dans le Programme de contrôle de l'écosystème de la CCAMLR;
- (ii) demandes pour que la CCAMLR examine la possibilité de mettre en place des programmes pour contrôler les niveaux et les effets de la pollution d'objets en plastique et pour chercher à obtenir des informations plus détaillées sur l'enchevêtrement des phoques dans les débris marins;

(iii) développements considérables des activités du SCAR dans le domaine de la conservation notamment :

(a) l'établissement d'un groupe multidisciplinaire de spécialistes sur les affaires et la conservation de l'environnement antarctique;

(b) l'établissement de SSSI (sites spéciaux d'intérêt scientifique) dans la zone marine (pour protéger les communautés benthiques);

(c) la considération, en vertu du Traité sur l'Antarctique, d'une nouvelle catégorie des zones protégées, dont certaines pourraient comprendre les sites de contrôle du CEMP;

(d) des initiatives prises aux îles subantarctiques qui pourraient nécessiter l'établissement de zones tampons marines pour les protéger des pêcheries;

(iv) l'établissement de sous-groupes spécialisés dans la physiologie et l'écologie du krill et du poisson qui seraient complémentaires des groupes de travail de la CCAMLR.

Rapport de l'observateur de la CCAMLR auprès de la réunion de 1988 ayant pour but d'examiner l'application de la Convention pour la conservation des phoques de l'Antarctique (CCAS)

46. Suivant la réception d'une invitation lancée par les Parties contractantes de la CCAS, le Président a fait savoir que, à sa demande, la Belgique avait représenté la Commission à une réunion tenue à Londres entre le 12 et le 16 septembre 1988 et dont le but était d'examiner l'application de la Convention pour la conservation des phoques de l'Antarctique. Le rapport de l'observateur (CCAMLR-VII/BG/17) a été présenté par le Représentant de la Belgique.

47. D'après les informations fournies à la réunion CCAS, il était évident que le nombre total de phoques qui avaient été tués ou capturés depuis l'entrée en vigueur en 1978 de la CCAS avait été peu important et qu'il n'y avait pas eu de répercussions négatives significatives sur les populations de phoques. D'après les déclarations faites, il était évident aussi que le commencement de la chasse commerciale aux phoques était peu probable, au moins pour les cinq ou dix années à venir.

48. L'attention de la Commission a été attirée sur l'accord conclu à Londres selon lequel on devrait recommander que les gouvernements des Parties contractantes de la CCAS ajoutent le nouveau paragraphe suivant à l'Annexe de la CCAS :

"8. Coopération

Les Parties contractantes de cette Convention devront, si nécessaire, coopérer et échanger des informations avec les Parties contractantes des autres instruments internationaux dans le cadre du système du Traité sur l'Antarctique et leurs institutions respectives."

A cet égard, la CCAMLR avait été spécialement mentionnée comme étant un organisme avec lequel la CCAS devrait établir des rapports plus étroits.

49. La CCAS avait aussi concentré son attention sur le risque d'introduction accidentelle de virus potentiellement mortels pour les mammifères et les oiseaux natifs en Antarctique. La réunion avait convenu d'attirer l'attention des Parties du Traité sur l'Antarctique et de la CCAMLR sur ce problème potentiel, soulignant le besoin de prendre toutes les mesures possibles en vue de minimiser de tels risques.

50. La Commission a reconnu que la faune antarctique pourrait être éventuellement vulnérable à des maladies introduites accidentellement, et il a été fait mention de l'infection récente sur une grande échelle des phoques dans la mer du Nord. En raison de l'augmentation probable des travaux sur les phoques en Antarctique dans le cadre du Programme de

contrôle de l'écosystème de la CCAMLR, il faudrait procéder avec beaucoup de soin en ce qui concerne tout l'équipement utilisé pour effectuer des recherches sur des animaux de l'Antarctique et qui aurait pu être utilisé sur des animaux infectés en dehors de la zone de la Convention.

51. La délégation de l'Argentine a signalé qu'une décision avait été prise, basée sur les résultats de recherche, pour éliminer l'utilisation des chiens dans ses activités antarctiques. Tous les chiens aux stations argentinienes en Antarctique seront retirés. Cette initiative a été prise pour minimiser cette source potentielle d'introduction accidentelle de maladies qui pourraient être mortelles pour la faune en Antarctique.

52. L'Australie a demandé si la CCAMLR avait déjà reçu des informations de la CCAS sur ces questions. Le représentant du Royaume-Uni, dans le discours qu'il a présenté en tant qu'organisateur à la réunion de la CCAS en 1988, a fait savoir à la Commission que le rapport de la réunion de Londres (distribué sous CCAMLR-VII/BG/6) n'était actuellement disponible qu'en anglais. Une fois que les versions en français, en russe et en espagnol auront reçu l'approbation des pays intéressés, le rapport sera imprimé et mis en circulation. Des copies seront mises à la disposition des Membres de la Commission. Ce n'est qu'après cela que le Royaume-Uni pourrait, en tant que membre dépositaire, commencer à entreprendre les mesures nécessaires pour donner suite aux amendements de l'Annexe de la CCAS qui, avait-il été convenu, devraient être recommandés aux gouvernements et pour remplir tout autre impératif du dépositaire émanant du rapport.

53. La Commission a convenu qu'une discussion approfondie de ce rapport devrait être remise jusqu'à ce qu'il soit mis en circulation dans sa version finale dans les quatre langues officielles.

RAPPORT DU COMITE SCIENTIFIQUE

54. Le Président du Comité scientifique a présenté le rapport (SC-CAMLR-VII) et a attiré l'attention de la Commission sur les paragraphes susceptibles de l'intéresser.

Krill

55. Conformément à la recommandation du Comité scientifique, la Commission a convenu qu'un Groupe de travail permanent sur le krill devait être formé, et a donné son approbation aux attributions du Groupe, qui sont présentées dans le SC-CAMLR-VII, paragraphe 2.26.

56. Il a été convenu que le Groupe de travail sur le krill devrait se réunir au cours de la période d'intersession. Les objectifs principaux de la réunion sont indiqués sous SC-CAMLR-VII, paragraphe 2.29.

57. Il a été également convenu qu'une réunion devrait se tenir au cours de la période d'intersession pour développer des recommandations spécifiques à l'usage du Comité scientifique concernant les implications des résultats de l'Etude par simulation de la CPUE du krill. Il a été noté qu'il serait d'une grande utilité que la réunion du Groupe de travail et celle sur l'Etude de la CPUE du krill aient lieu l'une après l'autre et au même endroit.

58. La Commission a accepté avec reconnaissance l'offre faite par les Etats-Unis d'organiser les deux réunions au "Southwest Fisheries Centre" à La Jolla, Californie, Etats-Unis, du 1^{er} au 14 juin 1989.

59. Conformément à l'Article XX de la Convention, la Commission a convenu que la déclaration des données à échelle fine des prises de krill dans la sous-zone 48.2 et les trois zones d'étude intégrée du CEMP (SC-CAMLR-V, Annexe 6, paragraphes 48, 60 et 70) devrait se poursuivre. Il a été également convenu que les données à échelle fine d'effort de pêche du krill devraient être rassemblées par les Membres et conservées aux archives nationales.

Ressources de poissons

60. La Commission a noté que le Comité scientifique et le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons avaient pu entreprendre des analyses plus approfondies et étendues que celles des

années précédentes en raison de la communication par les Membres de données plus détaillées et plus complètes, et en raison des progrès considérables réalisés au sein du Secrétariat en ce qui concerne sa capacité de traiter et d'analyser de telles données.

61. La Commission a noté l'utilité des résumés des évaluations contenus dans le rapport du Comité scientifique (SC-CAMLR-VII, Appendice 5, Annexe 4) et a encouragé le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons à étendre ces résumés aux stocks de poissons dans d'autres zones statistiques.

62. La Commission a également apprécié les avis présentés par le Comité scientifique (SC-CAMLR-VII, paragraphes 3.15-3.16) suite à sa demande de conseils concernant plusieurs mesures relatives à la gestion rationnelle des pêcheries de Chamsocephalus gunnari (CCAMLR-VI, paragraphe 84).

63. La Commission a noté que le Comité scientifique avait fourni un avis supplémentaire quant aux niveaux des prises de Notothenia gibberifrons, y compris un examen sur l'étendue et sur la nature des prises accessoires de cette espèce pendant les opérations de pêche dirigée sur Chamsocephalus gunnari (SC-CAMLR-VII, paragraphes 3.17 et 3.18) et de la possibilité d'un conflit dans les stratégies de gestion causée par le problème des prises accessoires (SC-CAMLR-VII, paragraphe 3.19).

64. La Commission a encouragé l'initiative prise par le Comité scientifique et le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons portant sur l'examen des conséquences de diverses stratégies de remplacement pour la gestion des pêches (SC-CAMLR-VII, paragraphe 3.20). Pour le moment, cependant, la Commission a de nouveau souligné sa décision de l'année dernière selon laquelle une stratégie de gestion appropriée des stocks de poissons serait de limiter la mortalité par pêche à un niveau bas de F , de préférence $F_{0,1}$ (CCAMLR-VI, paragraphe 61).

65. La Commission a pris note de données et d'éléments d'information figurant dans SC-CAMLR-VII (Annexe 6), nécessaires pour améliorer l'évaluation des stocks de poissons par le Comité scientifique. Il a été

convenu, conformément avec l'Article XX de la Convention, que tous les efforts devront être faits pour fournir ces informations.

66. La Commission a souscrit à la proposition émise par le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons et avalisée par le Comité scientifique concernant des changements à apporter aux détails des procédures par lesquelles les données biologiques et les informations provenant des exploitations de poissons sont déclarées à la CCAMLR (SC-CAMLR-VII, paragraphe 3.13).

67. La Commission a convenu qu'il était particulièrement important pour les Membres de fournir des données représentatives de composition en longueurs provenant des opérations de pêche commerciales (SC-CAMLR-VII, paragraphe 3.13). L'attention des Membres a été attirée sur leurs responsabilités à cet égard.

Calmars

68. La Commission a noté qu'il n'y a eu aucune prise commerciale de calmars dans la zone de la Convention depuis 1979, mais a souscrit à l'avis du Comité scientifique selon lequel il était important d'entreprendre des recherches supplémentaires sur les calmars, en particulier des études intégrées associant les calmars à leurs sources d'approvisionnement et à leurs prédateurs.

Contrôle et gestion de l'écosystème

69. La Commission a souscrit à la recommandation du Comité scientifique, précisant que le Groupe de travail chargé du CEMP devrait se réunir pendant la période d'intersession en 1989, ou bien immédiatement avant ou après l'Atelier CIB/CCAMLR sur l'écologie des baleines mysticètes australes. La Commission a accepté avec reconnaissance l'offre émise par l'Argentine d'organiser la réunion. On prévoit que la réunion se tiendra début septembre 1989.

70. La Commission a pris note de la publication des fiches de méthodes standard de la CCAMLR pour le contrôle des paramètres de proies sélectionnés et de la nécessité que soient mises au point, par le Groupe chargé du contrôle de l'écosystème, les fiches de méthodes standard pour des paramètres supplémentaires de prédateurs et de proies et pour des variables environnementales.

Enregistrement et protection des sites à terre du CEMP

71. Le rapport de la sixième réunion du Comité scientifique a souligné la nécessité de protéger les sites à terre d'étude du CEMP contre certaines formes d'interférence humaine et a prié la Commission de lui présenter son avis sur la procédure à suivre pour offrir cette protection (SC-CAMLR-VI, paragraphes 7.32 et 7.51).

72. Afin de faciliter l'examen de cette question pendant les septième réunions du Comité scientifique et de la Commission, le Secrétaire exécutif, en consultation avec le Responsable du Groupe de travail chargé du CEMP, a préparé et distribué des documents proposant une approche possible pour décrire et offrir une protection appropriée des sites d'étude du CEMP (SC-CAMLR-VII/3 Rev. 1 et CCAMLR-VII/6).

73. L'approche exposée dans les documents référencés n'étudiait pas à fond la possibilité que les mesures prises dans le cadre de la CCAMLR pour protéger les sites d'étude du CEMP, pourraient affecter des dispositions prises en vertu d'autres composantes du système du Traité sur l'Antarctique ou être affectées par elles, et que par conséquent, la procédure d'enregistrement des sites du CEMP devrait permettre la consultation et la coopération avec les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique, les Parties contractantes à la Convention sur la conservation des phoques antarctiques et les Parties contractantes à la Convention sur le règlement des activités sur les ressources minérales antarctiques.

74. La délégation des Etats-Unis a préparé et distribué un document officieux pour faciliter l'examen de cette question.

75. Bien qu'il ait été convenu que le document officieux des Etats-Unis fournissait une base utile de discussion, on ne disposait pas d'un temps suffisant pour l'examiner en détail. Il a donc été décidé que ce document serait mis en annexe à ce rapport et serait examiné lors de la prochaine réunion de la Commission. Le document intitulé "Enregistrement des sites à terre d'étude du CEMP" figure à l'Annexe G.

76. En faisant part de commentaires préliminaires sur le document des Etats-Unis, plusieurs délégations indiquèrent qu'il devrait être clairement signalé que les procédures suggérées pour la proposition, l'enregistrement et la réglementation des activités sur les sites à terre des études du CEMP ne pourraient s'appliquer qu'aux sites de la zone du Traité sur l'Antarctique (au sud de 60° sud).

77. Plusieurs délégations ont également noté que, si la consultation et la coopération avec d'autres composantes du Système du Traité sur l'Antarctique étaient essentielles, les consultations nécessaires ne devraient pas se prolonger indûment et que des dispositions devraient être prises pour restreindre, de façon intérimaire ou provisoire, les activités qui pourraient entraver les études du CEMP en attendant la fin des consultations.

78. La Commission, notant le paragraphe 55 du CCAMLR-VI, a avalisé les paragraphes 5.19 et 5.20 du Rapport du Comité scientifique qui précisent les informations devant être incluses aux propositions d'enregistrement des sites d'étude du CEMP et celles qui devront accompagner les propositions de plans de gestion pour ces sites.

79. La Commission a reconnu que des travaux étaient entrepris pour développer des plans de gestion pour les sites à terre identifiés aux Tableaux 1 et 4 de SC-CAMLR-VI (Annexe 4) et qu'elle doit mettre en place, dès que possible, une procédure pour l'adoption et la mise en vigueur de ces plans de gestion.

Populations de mammifères et d'oiseaux marins

80. La Commission a avalisé la proposition du Comité scientifique selon laquelle il serait utile pour le Comité d'examiner périodiquement l'état des populations de mammifères et d'oiseaux marins de l'Antarctique, en prêtant une attention particulière aux populations dont les effectifs tendaient à la hausse ou à la baisse.

81. La Commission a reconnu les efforts fournis par les deux Sous-groupes du SCAR au cours des premières étapes de ce travail et a chargé le Secrétaire exécutif de les remercier, et de leur demander s'ils seraient prêts pour continuer à rassembler et à examiner de telles données sur les tendances des phoques et des oiseaux marins de l'Antarctique.

Examen du programme de travail à long terme
du Comité scientifique

82. La Commission a approuvé le programme de travail à long terme décrit dans le rapport du Comité scientifique (SC-CAMLR-VII, paragraphes 8.3-8.11).

83. La Commission a souscrit à la décision du Comité scientifique selon laquelle le Secrétariat devrait, à l'avenir, distribuer aux représentants nationaux de la CCAMLR les demandes d'informations sur les recherches prévues (SC-CAMLR-VII, paragraphes 8.8).

84. La Commission a noté que le Comité scientifique avait renouvelé le mandat du Dr Inigo Everson du R-U, qui reprendra la Présidence pour une deuxième durée de mandat; la Commission lui a offert ses félicitations.

ETUDE DES MESURES DE CONSERVATION

Examen des mesures existantes

85. A la suite de l'examen des mesures de conservation existantes, la

Commission a convenu que les Mesures de conservation I/III, 3/IV, 4/V, 5/V, 6/V, 7/V et 9/VI devraient rester en vigueur sous leur forme actuelle. Les Mesures de conservation 8/VI et 10/VI ont expiré respectivement à la fin de la saison 1987/88 et le 1^{er} octobre 1988. Vu les conseils fournis par le Comité scientifique et requis par la Commission l'an passé, particulièrement en ce qui concerne C. gunnari dans la sous-zone statistique 48.3, les mesures de conservation restantes ont nécessité un examen supplémentaire.

86. Cette discussion a porté sur l'examen de deux points principaux :

- (a) l'efficacité des mesures de conservation établies par la Commission l'an dernier; et
- (b) les mesures ou actions devant être prises à l'égard de cette évaluation et de l'examen d'avis spécifiques provenant du Comité scientifique.

87. Cependant, la Commission a tout d'abord rappelé les stratégies générales de gestion des pêches qu'elle a adoptées l'an dernier (SC-CAMLR-VI, paragraphes 61 à 65), à savoir :

- (a) limiter la mortalité par pêche à un bas niveau de F , de préférence $F_{0,1}$; et
- (b) rendre effective cette limitation au moyen d'une combinaison de TAC et de mesures de protection destinées aux petits poissons. Cette protection peut être mise en oeuvre en combinant :
 - (i) l'établissement d'une taille de maillage minimum permettant aux petits poissons d'échapper à la capture;
 - (ii) l'interdiction de la pêche dans certaines régions où les petits poissons sont les plus susceptibles d'être pris; et

- (iii) l'interdiction de la pêche au cours de certaines périodes pendant lesquelles les petits poissons sont les plus susceptibles d'être capturés.

88. En ce qui concerne la pêche de C. gunnari dans la sous-zone 48.3, la Commission a noté, l'an dernier, l'avis du Comité scientifique selon lequel il serait avantageux de réduire le niveau de la mortalité par pêche et de protéger les petits poissons (CCAMLR-VI, paragraphe 68). Après considération de cet avis, la Commission a convenu d'une stratégie de gestion (CCAMLR-VI, paragraphe 68) :

- (i) limite des prises, c'est-à-dire le choix d'un TAC;
- (ii) développement d'un programme approprié de déclaration de ces prises (Mesure de conservation 9/VI); et
- (iii) fermeture de la pêche pendant un certain temps.

89. En examinant l'application de ces mesures l'an passé, la Commission a noté que :

- (a) les prises de C. gunnari dans la sous-zone 48.3, déclarées sur les fiches Statlant, s'élevaient à 34 573 tonnes, juste au-dessous du TAC fixé à 35 000 tonnes, bien que la prise totale déclarée au Secrétariat selon le système de déclaration existant (Mesure de conservation 9/VI) n'ait été que de 29 124 tonnes; et
- (b) il n'y eut aucune indication d'infraction aux dispositions relatives à la clôture de la saison.

Examen des demandes complémentaires

90. En développant sa politique de gestion pour 1988/89, la Commission en a examiné chacun des éléments principaux, à savoir :

- (a) fixer un TAC;
- (b) protéger les poissons juvéniles par :
 - (i) l'établissement d'une taille de maillage minimum;
 - (ii) l'interdiction de la pêche dans certaines régions;
 - (iii) l'interdiction de la pêche au cours de certaines périodes.

91. Sur l'avis du Comité scientifique, elle a continué à concentrer cette politique sur les opérations de pêche dans la zone 48.3.

Les TAC

92. Le Comité scientifique a répondu à la demande de la Commission et a fourni un avis sur les TAC pour parvenir à de faibles taux de mortalité par pêche, de préférence $F_{0,1}$ (CCAMLR-VI, paragraphe 84). Les TAC qu'il a calculé pour une mortalité par pêche fixée à $F_{0,1}$ et les valeurs de F_{max} données pour comparaison étaient :

	$F_{0,1}$	F_{max}
<u>Champocephalus gunnari</u>	10 194	18 586
<u>Notothenia gibberifrons</u>		
si $M = 0,25$	256	450
si $M = 0,125$	443	720
<u>Pseudochaenichthys georgianus</u>	1 800	
<u>Chaenocephalus aceratus</u>	1 100	

Pour Patagonotothen brevicauda guntheri, aucun TAC n'a été calculé (insuffisances des données de pêche mises à la disposition du Groupe de travail et portant sur les niveaux existants de M) mais il fut pris note de la politique recommandée limitant les prises à un niveau proche de celui des dernières années.

93. Les prises de C. gunnari dans la sous-zone 48.3 déclarées (aux termes de la Mesure de conservation 9/VI qui est toujours en vigueur) depuis la réouverture de la pêche le 1^{er} octobre étaient les suivantes :

Période A (1-10 octobre):	10 121 tonnes
Période B (11-20 octobre):	rapport tardif (devant parvenir le 30 octobre)
Période C (21-31 octobre):	rapport devant parvenir le 10 novembre

94. Plusieurs délégations ont exprimé leur inquiétude devant le retard apporté à la communication des prises de C. gunnari dans la sous-zone 48.3 déclarées pour la période A d'octobre 1988, aux parties contractantes (conformément à la Mesure de conservation 9/vi, paragraphe 4). Ces délégations signalèrent de plus que la disponibilité des informations ci-dessus dans les temps voulus aurait grandement facilité la formulation d'un avis présenté par le Comité scientifique à la Commission afin d'évaluer les stocks de C. gunnari dans cette sous-zone.

95. Vu les taux de prise pendant les 10 premiers jours d'octobre, et en tenant compte de l'avis du Comité scientifique et du fait que 23 jours de pêche supplémentaires ont eu lieu depuis ce rapport, un accord a été conclu à l'unanimité pour demander la fermeture immédiate de la pêche.

96. De plus, il a été convenu qu'une situation où le niveau de la pêche, entre le début d'une saison et la réunion de la Commission, pourrait effectivement devancer les décisions de la Commission visant à fixer un TAC approprié lors de cette réunion, était inacceptable.

97. La Mesure de conservation 11/VII a été adoptée.

98. Afin que l'interdiction, présente dans la Mesure de conservation 11/VII, puisse avoir un effet de gestion approprié, il était essentiel d'éviter les prises accidentelles de cette espèce au cours d'autres opérations de pêche dans la zone. La Mesure de conservation 11/VII interdit donc aussi la pêche dirigée sur les espèces de poissons spécifiées, dans la sous-zone 48.3 avant le 20 novembre 1989.

99. La Commission a ensuite examiné l'avis du Comité scientifique à la Commission concernant Patagonotothen breviceuda guntheri et a décidé de limiter les prises à un chiffre de 13 000 tonnes, moyenne des prises des cinq dernières années.

100. La Mesure de conservation 12/VII a été adoptée.

101. La limitation des prises des Patagonotothen breviceuda guntheri établie par la Mesure de conservation 12/VII entrerait en vigueur immédiatement (avec effet rétroactif à partir du 1^{er} juillet 1988). Les Membres devront déclarer à la Commission leur prise totale actuelle dès que possible et au plus tard le 1^{er} décembre 1988.

102. La délégation de la Pologne a noté que le système de déclaration des prises fut développé pour contrôler la capture collective de Champscephalus gunnari dans la sous-zone 48.3 afin de déterminer le moment où la pêche dirigée sur cette espèce devrait être fermée pour tous les Membres opérant dans cette zone. Il n'est pas nécessaire, selon elle, de contrôler de cette manière les opérations de pêche menées par un seul pays.

103. La délégation du Royaume-Uni souligna qu'il n'était pas possible de garantir que la pêche restât aux mains d'un seul pays.

104. La Commission a exprimé son inquiétude quant au besoin, à l'avenir, d'éviter des circonstances semblables à celles survenues cette année (paragraphe 94 ci-dessus). Un projet de mesure de conservation, visant à éviter la répétition de telles circonstances, a été préparé par le Royaume-Uni. Le temps a manqué pour examiner les conséquences de cette proposition, en particulier parce qu'elle est liée à l'opportunité de mettre en place des TAC couvrant, en partie, deux années de pêche, et il a été convenu de soulever cette question à nouveau lors de la prochaine réunion.

Protection des poissons juvéniles

Taille minimum du maillage

105. La Commission a noté que la réponse du Comité scientifique à la demande émise en vue d'obtenir des conseils sur la taille du maillage était "que pour atteindre la taille visée à la première capture de 32 cm pour C. gunnari, dans des conditions de faibles taux de prise, il faudrait employer un maillage de 107 mm. Si la sélectivité du filet est inférieure dans des conditions commerciales où de larges prises sont effectuées, un maillage proportionnellement plus large devrait être utilisé pour obtenir les résultats désirés."

106. On a beaucoup discuté le contexte et l'interprétation de ces conseils. Certaines délégations ont constaté que la proposition d'apporter des changements aux mesures de conservation existantes qui régissent le choix de la taille du maillage exigeait que l'on fasse une analyse plus poussée des données polonaises et espagnoles existantes et une analyse des données de l'URSS.

107. La Commission a noté avec inquiétude que de tels points de vue n'étaient pas clairement reflétés dans les conseils du Comité scientifique à la Commission ou dans la section sur les propositions des travaux futurs du Groupe de travail sur l'évaluation des stocks de poissons.

108. La Commission a donc demandé au Comité scientifique d'achever l'évaluation de toute la question relative à la taille minimum du maillage à utiliser lors des opérations de pêche de C. gunnari, en tenant compte du désir de la Commission de maintenir la mortalité par pêche au niveau $F_{0,1}$ environ et de protéger les poissons juvéniles. Il a été demandé aux Membres d'accorder la priorité à cette question, avant la prochaine réunion du Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons.

109. Il a été convenu que la Mesure de conservation 2/III devrait rester en vigueur.

Zones fermées

110. Aucune proposition n'a été faite concernant des mesures de conservation ayant trait aux zones fermées.

Saisons fermées

111. La Commission a noté que lorsqu'elle a fermé une saison à la pêche de C. gunnari dans la sous-zone 48.3 l'année dernière, elle avait pris cette mesure en l'absence des conseils du Comité scientifique. Cette année, en réponse à la demande de conseils sur la fermeture de saisons de pêche de C.gunnari, le Comité scientifique a fait savoir qu'il n'avait aucune nouvelle donnée qui pourrait suggérer des modifications concernant la saison actuellement fermée à la pêche.

112. Il a été considéré que cette réponse pourrait se prêter à des interprétations contradictoires. Pour clarifier cette question, la Commission a demandé au Comité scientifique d'évaluer toutes les données existantes sur C. gunnari pertinentes à la proposition de la fermeture de saisons de pêche dans le but de protéger les poissons juvéniles.

Indications au Comité scientifique

113. A la lumière de l'examen par la Commission des questions qui se sont présentées suite au rapport du Comité scientifique aussi bien qu'au développement et à l'application de mesures de conservation, et en tenant bien compte des obligations prévues par l'Article II concernant la reconstitution des populations amoindries, la Commission demande au Comité scientifique de fournir des conseils sur les options concernant la gestion, et leurs conséquences, dans le cas des stocks de poissons fortement exploités, y compris ceux qui fond l'objet de prises accessoires.

114. De tels conseils devraient considérer, entre autres :

(i) C. gunnari

Quelles sont les trajectoires probables de la prise, de la biomasse totale, et de la biomasse du stock reproducteur, et les effets sur les prises accessoires d'autres espèces, suivant des formes différentes de la mortalité par pêche, y compris :

- (a) différents niveaux constants de F , y compris $F_{0,1}$
- (b) interdiction totale, ou une valeur basse de F au cours d'une courte période, suivie d'un niveau plus élevé.

(ii) N. gibberifrons, N. rossii

- (a) l'abondance qui résulte de F_{max} est-elle une mesure adéquate du niveau de population GNAI de ces espèces, ou devrait-on utiliser une autre mesure?
- (b) quels facteurs, autres que la pêche dirigée ou accessoire, pourraient être en train d'empêcher leur repeuplement?
- (c) quel pourrait être l'effet, en termes des prises totales de ces espèces, des changements concernant les engins de pêche suggérés pour la pêche de C. gunnari au SC-CAMLR-VII, paragraphe 3.17?
- (d) quels seront les résultats probables du maintien de la prise à des niveaux aussi élevés que quatre fois le TAC calculé utilisant F_{max} , sur la capacité de la partie exploitée du stock de N. gibberifrons de se repeupler en 20 à 30 ans?

115. A la lumière de l'achèvement prévu des travaux sur les tailles du maillage et la sélectivité du filet, la Commission demande en plus au

Comité scientifique de fournir des recommandations sur la taille minimum du maillage qui convient à la protection des poissons juvéniles.

116. A la lumière du besoin identifié de conseils supplémentaires sur les saisons fermées pour C. gunnari, la Commission demande au Comité scientifique de fournir des recommandations sur cette question ce qui faciliterait le repeuplement de tout stock de poissons épuisé.

117. La Commission a aussi noté que le Comité scientifique avait identifié un certain nombre d'éléments d'information et de données qui étaient indispensables pour améliorer leurs évaluations (présentés à l'Annexe 6 du rapport du Comité scientifique). La Commission a prié les Membres de fournir ces données et informations indispensables ou d'entreprendre en priorité les recherches permettant de les fournir.

118. En plus, la Commission note qu'en général, ses décisions concernant la gestion des pêcheries seraient facilitées si le Comité scientifique fournissait à l'avenir des recommandations alternatives de gestion et leurs conséquences pour chacune des pêcheries nécessitant cette gestion. Celles-ci devraient inclure, en plus des TAC pour les saisons actuelles, une prévision des niveaux de prise au cours de la saison suivante basée sur des hypothèses réalistes concernant la mortalité par pêche et le recrutement.

MESURE DE CONSERVATION 11/VII

Interdiction de la pêche dirigée de Chamsocephalus gunnari dans la sous-zone 48.3 du 4 novembre 1988 au 20 novembre 1989

119. Comme l'exige la Mesure de conservation 7/V, la Commission adopte par la présente mesure de conservation suivante, conformément à l'Article IX de la Convention :

La pêche dirigée sur Chamsocephalus gunnari sera interdite à partir du 4 novembre 1988; cette interdiction s'étendra, au cours d'une saison fermée à la pêche du 1^{er} avril au 1^{er} octobre 1989,

jusqu'au 20 novembre 1989. Au cours de cette période de protection, aucune activité de pêche ne sera menée sur Champocephalus gunnari, Notothenia rossii, Notothenia gibberifrons, Chaenocephalus aceratus, et Pseudochaenichthys georgianus dans la sous-zone statistique 48.3 sauf à des fins de recherche scientifique.

MESURE DE CONSERVATION 12/VII

Limitation de la prise de Patagonotothen brevicauda guntheri dans la sous-zone statistique 48.3 pour la saison 1988/89

120. Comme l'exige la Mesure de conservation 7/V, la Commission adopte par la présente mesure de conservation suivante, conformément à l'Article IX de la Convention :

La prise de Patagonotothen brevicauda guntheri sera limitée à 13 000 tonnes dans la sous-zone statistique 48.3 au cours de la saison 1988/89. Aux fins d'application de cette mesure de conservation, le Système de déclaration des prises exposé dans la Mesure de conservation 9/VI s'appliquera.

Dispositions exceptionnelles pour la recherche scientifique

121. Le Comité scientifique avait discuté brièvement cette question, et avait fait des recommandations générales en ce qui concerne la taille et la capacité des navires de recherche.

122. La Commission a noté qu'il n'y avait pas eu suffisamment de temps pour examiner cette question, mais qu'il s'agissait là d'un point important devant être porté à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission en 1989. Pendant la période d'intersession, tous les Membres furent encouragés à consulter les experts appropriés pour examiner les possibilités d'une amélioration utile du Registre des navires de recherche

permanents particulièrement en ce qui concerne la capacité de pêche, de traitement et de stockage.

ETABLISSEMENT D'UN SYSTEME D'OBSERVATION ET DE
CONTROLE, ARTICLE XXIV DE LA CONVENTION

123. Conformément à une recommandation de la sixième réunion de la Commission CCAMLR-VI (paragraphe 99), la Commission a établi un Comité permanent sur l'observation et le contrôle. Les Etats-Unis ont été élus à la Présidence du Comité et l'Espagne à la Vice-présidence. Une copie du rapport du Comité permanent figure à l'Annexe H.

124. Sur la recommandation du Comité, la Commission a adopté les dispositions suivantes en vertu de l'Article XXIV de la Convention pour s'assurer du respect des mesures en vigueur aux termes de la Convention.

125. Système d'observation et de contrôle

I. Chaque Membre de la Commission peut désigner les observateurs et contrôleurs mentionnés à l'Article XXIV de la Convention.

(a) Les observateurs et contrôleurs désignés seront au fait des activités de pêche et de recherche scientifique à observer et à contrôler, ainsi que des dispositions de la Convention et des mesures adoptées aux termes de cette dernière.

(b) Les Membres certifieront les qualifications de chaque observateur et contrôleur qu'ils désignent.

(c) Les observateurs et contrôleurs seront des ressortissants de la Partie contractante qui les désigne et, au cours de leurs activités d'observation et de contrôle, ils seront uniquement soumis à la juridiction de cette Partie contractante.

- (d) Les observateurs et contrôleurs pourront communiquer dans la langue de l'Etat du pavillon des navires sur lesquels s'effectuent leurs activités.
- (e) Les observateurs et contrôleurs jouiront de statut d'officier de bord lorsqu'ils seront à bord de ces navires.
- (f) Les noms des observateurs et contrôleurs désignés seront communiqués à la Commission avant le 1^{er} mai de chaque année. Les désignations demeureront valides jusqu'au 1^{er} juillet de l'année suivante.

II. La Commission maintiendra un registre des observateurs et contrôleurs certifiés désignés par les Membres.

- (a) La Commission communiquera le registre des observateurs et contrôleurs à chaque Partie contractante avant le 31 mai de chaque année.

III. Pour s'assurer du respect des mesures adoptées aux termes de la Convention, les observateurs et les contrôleurs désignés par les Membres auront le droit de mener des activités d'observation et de contrôle à bord des navires engagés dans des activités de recherche scientifique ou de pêche des ressources marines vivantes dans la zone d'application de la Convention.

- (a) L'observation et le contrôle peuvent être effectués à partir des navires des Etats désignants par des observateurs et contrôleurs désignés.
- (b) Les navires transportant les observateurs ou contrôleurs arboreront un pavillon ou un guidon spécial approuvé par la Commission pour indiquer que les observateurs ou les contrôleurs à bord effectuent des activités d'observation et de contrôle conformément à ce système.

(c) Les observateurs et contrôleurs pourront aussi être postés à bord des navires, le programme d'embarquement et de débarquement des observateurs et contrôleurs étant sujet à des arrangements à prendre entre l'Etat désignant et l'Etat du pavillon.

IV. Chaque Partie contractante fournira à la Commission avant le 1^{er} mai de chaque année une liste de tous les navires sous son pavillon ayant l'intention de pêcher les ressources marines vivantes dans la zone de la Convention au cours de l'année commençant le 1^{er} juillet. Cette liste comprendra :

- nom du navire;
- indicatif d'appel du navire immatriculé par les autorités compétentes de l'Etat du pavillon;
- port d'attache et nationalité du navire;
- propriétaire ou affréteur du navire;
- notification que le capitaine a été informé des mesures en vigueur pour la région ou les régions où le navire exploitera les ressources marines vivantes dans la zone de la Convention.

(a) La Commission communiquera à toutes les Parties avant le 31 mai de chaque année une liste complète de tous ces navires. Cette liste comprendra les noms des navires de recherche contenus dans le Registre des navires de recherche permanents établi conformément au paragraphe 60 du rapport de la cinquième réunion de la Commission.

(b) Chaque Partie contractante notifiera dès que possible à la Commission tout navire battant son pavillon qui aura été ajouté à la liste ou supprimé pendant une saison de pêche en

cours. La Commission communiquera rapidement cette information aux autres Parties contractantes.

V.

- (a) Lorsque sera donné le signal approprié du Code international des signaux par un navire ayant à bord un observateur ou un contrôleur (ce qui sera indiqué en arborant le pavillon ou le guidon mentionnés ci-dessus), tout navire présent dans la zone de la Convention dans le but de mener des opérations de pêche ou de recherche scientifique sur les ressources marines vivantes devra s'arrêter ou prendre toute autre mesure nécessaire pour faciliter le transfert sûr et rapide de l'observateur ou du contrôleur sur le navire, à moins que le navire soit activement engagé dans des opérations de pêche, auquel cas il appliquera ces consignes dès que possible.
- (b) Le capitaine du navire permettra à l'observateur ou au contrôleur, qui pourra être accompagné par des assistants appropriés, de monter à bord du navire.

VI. Les observateurs et les contrôleurs seront habilités à observer et contrôler la prise, les filets et tout autre équipement de pêche ainsi que les activités de pêche et de recherche scientifique; ils auront également accès aux registres et rapports des données de prise et de position dans la mesure où cela sera nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

- (a) Chaque observateur et contrôleur sera porteur d'une pièce d'identité délivrée par l'Etat désignant sous une forme approuvée ou fournie par la Commission; ce document indiquera que l'observateur ou le contrôleur a été désigné pour effectuer une observation ou un contrôle conformément à ce système.
- (b) Au moment de monter à bord, un observateur ou un contrôleur présentera le document décrit au paragraphe VI (a) ci-dessus.

- (c) L'observation et le contrôle sera effectué de sorte que toute interférence ou inconvénient pour le navire soient réduits au minimum. Les demandes de renseignements seront limitées à l'établissement de faits relatifs au respect des mesures en vigueur de la Commission pour l'Etat du pavillon concerné.
- (d) Les observateurs et les contrôleurs pourront prendre des photos si nécessaire pour documenter toute allégation de violation des mesures de la Commission en vigueur. Les photos seront prises en double exemplaire, dont l'un sera joint à l'avis de violations alléguées qui aura été fourni au capitaine du navire conformément au paragraphe VIII ci-dessus.
- (e) Les observateurs et les contrôleurs fixeront une marque d'identification approuvée par la Commission à tout filet ou tout autre équipement de pêche qui aurait été utilisé en violation des mesures de conservation en vigueur et ils consigneront ce fait dans les rapports et la notification mentionnés au paragraphe VIII.
- (f) Le capitaine du navire facilitera la tâche des observateurs et des contrôleurs lors de l'exercice de leurs fonctions, notamment en leur procurant accès à l'équipement de communication.

VII. Si un navire refuse de s'arrêter ou de faciliter le transfert d'un observateur ou contrôleur, ou bien si le capitaine ou l'équipage d'un navire entrave les activités autorisées d'un observateur ou d'un contrôleur, cet observateur ou contrôleur préparera un rapport détaillé, donnant une description complète de toutes les circonstances et fournira le rapport à l'Etat désignant qui le transmettra conformément aux dispositions pertinentes des paragraphes VIII et IX.

- (a) Toute entrave aux activités d'un observateur ou contrôleur ou tout refus d'accéder aux demandes raisonnables faites par un

observateur ou contrôleur dans l'exercice de ses fonctions sera considérée par l'Etat du pavillon comme si l'observateur ou le contrôleur était un observateur ou contrôleur de cet Etat.

- (b) L'Etat du pavillon présentera un compte rendu sur les mesures prises sous ce paragraphe en vertu du paragraphe X ci-dessous.

VIII. Les observateurs et les contrôleurs prépareront des rapports détaillés sur leurs activités d'observation et de contrôle. Les rapports seront fournis au Membre désignant qui présentera ensuite son rapport à la Commission.

- (a) Avant de quitter les navires qui ont été observés et contrôlés, l'observateur ou le contrôleur remettra au capitaine du navire une Certification de contrôle et une notification écrite de toute violation alléguée des mesures en vigueur de la Commission et laissera au capitaine la possibilité de commenter par écrit cette notification;
- (b) Le capitaine du navire signera la notification pour en accuser réception et reconnaître avoir eu l'occasion de la commenter.

IX. Les rapports mentionnés au paragraphe VIII seront fournis à l'Etat du pavillon à qui il sera donné l'occasion de les commenter avant examen par la Commission.

X. Si, par suite des activités d'observation et de contrôle effectuées conformément à ces dispositions, il s'avère que les mesures adoptées en vertu de la Convention ont été violées, l'Etat du pavillon engagera des poursuites et, si nécessaire, imposera des sanctions. L'Etat du pavillon présentera le compte rendu de ces poursuites et sanction à la Commission.

126. En ce qui concerne le paragraphe 4 du rapport du Comité permanent, la Commission a confirmé que le paragraphe 104 du CCAMLR-VI présente des procédures à suivre dans de tels cas.

Mesures à prendre à l'avenir

127. Puisqu'il serait possible d'appliquer, dès la saison de pêche 1989/90, les dispositions du système d'observation et de contrôle décrites en détail au paragraphe 125 ci-dessus, la Commission a demandé que le Secrétaire exécutif examine les systèmes internationaux d'observation et de contrôle existants à l'heure actuelle et que, sur la base de cet examen, soit préparé et distribué aux Parties contractantes le matériel suivant avant la huitième réunion de la Commission :

- une proposition de modèle de pavillon ou de guidon que les navires arboreraient pour indiquer qu'ils ont à bord des observateurs ou contrôleurs désignés par les Parties contractantes conformément au paragraphe III (b) ci-dessus;
- une version préliminaire du Certificat de contrôle et de documents d'identité ainsi qu'une proposition de marque d'identification des engins de pêche, tel qu'il est prévu au paragraphe VI du système;
- une liste des mesures de la Commission actuellement en vigueur;
- une liste des observateurs et contrôleurs qui ont été désignés par les Parties conformément au paragraphe I (f) du système;
- une liste des navires qui ont l'intention d'exploiter les ressources marines vivantes dans la zone de la Convention au cours de la saison 1989/90 et qui ont été mentionnés à la Commission par les Parties contractantes conformément au paragraphe IV du système; et
- une description du coût et du mode de financement des autres systèmes internationaux des contrôles des pêches.

128. Reconnaissant qu'il serait bon de se diriger vers une standardisation des rapports présentés par les observateurs et contrôleurs,

la Commission a également demandé que le Secrétaire exécutif prépare et distribue avant la prochaine réunion de la Commission, et en tenant compte de la pratique internationale courante, les projets de documents suivants :

- (i) un check-list qui pourrait être utilisé par les observateurs et les contrôleurs pour faciliter le contrôle du respect de la réglementation;
- (ii) un format de rapport des résultats de l'observation et du contrôle du respect de la réglementation;
- (iii) un dictionnaire de questions et termes, dans les langues des Parties contractantes engagées dans des activités de pêche, qui serait destiné à faciliter la tâche des observateurs et contrôleurs dans l'exercice de leurs fonctions; et
- (iv) toute autre information qui pourrait être nécessaire ou utile.

129. L'attention des Membres a été attirée sur la demande du Comité pour l'obtention d'exemplaires sur des lois et des réglementations domestiques pertinentes, régissant les fonctions et les impératifs des observateurs et contrôleurs.

130. L'URSS a partagé l'inquiétude du Japon quant aux effectifs possibles des équipes de contrôle et le besoin de définir le terme "assistant".

131. La Commission a pris note des commentaires particuliers inclus aux paragraphes 5 à 12 du rapport du Comité permanent. La Commission espère obtenir davantage de progrès et attend avec impatience l'application du système dans les meilleurs délais.

RESPECT DES MESURES DE CONSERVATION EN VIGUEUR
AUX TERMES DE L'ARTICLE X

132. Ce point a été renvoyé au Comité permanent sur l'observation et le contrôle.

133. La Délégation du Royaume-Uni a fait remarquer que, pour autant que le paragraphe 104 du rapport de la sixième réunion de la Commission se réfère à l'Article X (2) de la Convention, les dispositions de ce paragraphe du rapport devraient être incluses au Système d'observation et de contrôle. Comme le temps manquait pour étudier cette question en détail, il a été convenu d'en reporter l'examen à la prochaine réunion de la Commission. Le Comité a confirmé qu'il avait compris que les dispositions du paragraphe 104 continueraient à prévaloir en attendant les résultats de cet examen.

134. Le délégation du Royaume-Uni a également porté à l'attention du Comité permanent son rapport sur les activités entrant dans le cadre de l'Article X, rapport qui a été distribué aux Parties contractantes sous CCAMLR-VII/BG/8.

135. Le délégation du Royaume-Uni a signalé un cas de non-respect de la Mesure de conservation 9/VI qui avait été porté à l'attention de la Commission au cours de son examen sur les mesures de conservation lors de cette réunion. La Commission a souligné la gravité de la question et a rappelé aux Membres leurs obligations aux termes de la Convention.

DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE DE CONSERVATION POUR
LES RESSOURCES MARINES VIVANTES DE L'ANTARCTIQUE

136. Il a été convenu que le titre pour ce point de l'ordre du jour serait "Développement d'approches de la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique" et que l'on changerait le nom du groupe de travail qui sera désormais désigné sous la forme suivante : "Groupe de travail pour le développement d'approches de la conservation des ressources

marines vivantes de l'Antarctique". Ces changements ont été effectués pour éviter toute confusion sur la nature des travaux entrant dans le cadre de ce point de l'ordre du jour.

137. La délégation de l'Australie a présenté le rapport du Groupe de travail (CCAMLR-VII/11 Rev. 1).

138. Dans le rapport, le besoin de clarifier le statut des paragraphes 114 et 115 du rapport de la réunion de la Commission de l'année dernière a été reconnu.

139. Il a été noté que le paragraphe 114 était un résumé de l'Article II de la Convention et, en tant que tel, ne devrait pas bénéficier d'un statut spécial. Cependant, il a été convenu que le paragraphe 115 était une extension utile des principes exposés à l'Article II et pourrait, si l'on apportait une modification au sous-paragraphe (ii), être avalisé par la Commission pour servir de base aux travaux ultérieurs du Groupe. Le fondement de cette révision a été tiré du paragraphe 14 de l'Annexe 1 du rapport du Groupe de travail. Le sous-paragraphe révisé (ii) du paragraphe 115 se lit comme suit :

- (ii) l'exploitation sur une base admissible signifie que des activités de pêche sont effectuées de façon à assurer que le potentiel de réalisation du plus haut rendement possible à long terme soit préservé, sous réserve des principes de conservation mentionnés ci-dessus.

140. Le rapport du Groupe de travail contenait une suggestion selon laquelle l'application de l'Article II 3 (b) de la Convention serait facilitée par le développement de définitions opérationnelles concernant l'épuisement et les niveaux à atteindre pour le repeuplement de populations épuisées. Le Groupe de travail a convenu qu'il fallait demander conseil au Comité scientifique sur ce point et a suggéré que les conseils devraient contenir des informations pour les groupes d'espèces sur la gamme probable des niveaux d'incrément annuel le plus élevé.

141. Le Groupe de travail a demandé au Comité scientifique de fournir des conseils sur la capacité du Programme de contrôle de l'écosystème de la CCAMLR (CEMP) à détecter des changements dans les rapports écologiques et de reconnaître les effets de dépendances simples entre les espèces, y compris la distinction entre les fluctuations naturelles et celles dues à la pêche.

142. Le rapport a reconnu que les approches de la conservation devaient envisager à la fois les petites et grandes échelles temporelles et il a été noté que le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons avait déjà commencé à développer des approches à courte échéance pour la gestion des stocks de poissons.

143. Le Groupe de travail a convenu que l'on ne devrait pas considérer l'Antarctique comme un seul écosystème mais plutôt comme un ensemble de sous-systèmes reliés entre eux, sujet à des niveaux très variables d'exploitation dans lequel l'effet possible de la pêche sur les sous-systèmes apparentés devrait être examiné.

144. Le rapport a signalé la valeur d'informations supplémentaires sur les plans de développement des pêcheries et les descriptions des tactiques opérationnelles applicables aux activités de pêche. Les délégations de l'URSS et du Japon ont fait mention des difficultés qu'il y avait à fournir de telles informations.

Futurs travaux

145. Il a été noté que les groupes chargés de s'occuper des espèces individuelles ou des groupes d'espèces (c'est à dire la CIB, le Groupe du SCAR spécialiste sur les phoques, le Groupe de travail sur le krill et le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons) existent déjà et il a été convenu que l'on devrait prêter une attention toute particulière à la gestion des futurs travaux du Groupe pour éviter tout chevauchement dans les activités de ces groupes.

146. Cependant, il a été suggéré qu'il importait d'encourager de nouveaux développements dans le domaine des approches applicables aux espèces multiples et à l'écosystème. Il a été convenu que le Comité scientifique et la Commission devraient organiser leurs travaux de manière à ce que les approches applicables à des espèces multiples et à l'écosystème soient dûment mises en relief. Dans ce contexte, la Commission a convenu que tous les Groupes de travail devraient fournir au Comité scientifique toutes les informations sur les interactions des espèces multiples qui semblent significatives.

147. Il a été suggéré que le développement du CEMP devrait se poursuivre sur une base expérimentale jusqu'à ce que l'on sache si un programme de contrôle réalisable sur le plan pratique et portant sur les prédateurs, les proies et les paramètres de l'environnement pouvait être développé jusqu'au point où :

- (a) les variations naturelles pourraient être détectées et expliquées;
- (b) les effets de l'homme en tant que prédateur sur une ou plusieurs espèces pourraient être détectés en termes d'espèces dépendantes;
- (c) la rentabilité du contrôle en tant que contribution à la gestion des espèces uniques et de l'écosystème pourrait être calculée.

148. Etant donné les changements qui ont surgi dans les écosystèmes de l'Antarctique, la délégation du Japon a suggéré que la Commission devrait définir les caractéristiques de l'écosystème qu'elle souhaiterait conserver de manière à développer des approches appropriées aux stratégies de conservation. A ce propos, d'autres délégations ont attiré l'attention sur les principes de conservation établis dans l'Article II de la Convention.

149. La Commission a convenu qu'il fallait commencer à développer des approches de conservation pour réaliser les objectifs de l'Article II.

Cependant, il avait aussi été convenu que la priorité accordée au développement d'approches à longue échéance axées sur l'écosystème devrait être déterminée en fonction d'autres tâches importantes.

150. La Commission a convenu que les membres du Groupe de travail devraient communiquer entre eux pendant les périodes d'intersession au sujet de la future orientation de leurs travaux. Ce faisant, les membres pourraient examiner la gamme des questions qui se sont posées aux réunions de cette année à la lumière de sa deuxième attribution.

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

151. La Commission a pris note du rapport de l'observateur de la CCAMLR à la réunion de 1988 de la Commission internationale de la chasse à la baleine (Nouvelle-Zélande). La réunion de 1989 se tiendra à San Diego, Etats-Unis pendant la période du 15 mai au 16 juin. Les Etats-Unis ont accepté de servir d'observateur de la CCAMLR.

152. L'attention de la Commission a été attirée sur une déclaration transmise au Secrétaire exécutif de la part du Secrétaire de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) et indiquant les zones d'intérêt commun de la CCAMLR et de la COI. La déclaration a été distribuée sous CCAMLR-VII/BG/15.

Demande de l'ASOC en vue d'obtenir le statut d'observateur

153. La Commission a examiné la demande émise par l'ASOC en vue d'obtenir le statut d'observateur aux réunions de la Commission et du Comité scientifique. Suite à des consultations officieuses, la Commission a convenu que le Président devrait envoyer l'invitation suivante à l'ASOC :

"La Commission invite l'ASOC, en tant qu'organisation mère représentant des organisations non gouvernementales qui y sont affiliées, à assister, en qualité d'observateur, aux sessions de la

septième réunion de la Commission. Sur la base de son Règlement intérieur, la Commission émet cette invitation étant entendu que :

- (a) la participation de l'ASOC aux sessions de la Commission sera réglementée par les dispositions de la Convention et du Règlement intérieur de la Commission, en particulier les Règles 32, 33 et 34;
- (b) l'ASOC désignera une personne qui sera son représentant lors des sessions de la Commission;
- (c) le représentant de l'ASOC ne pourra assister qu'aux sessions plénières de la Commission.

Si l'ASOC accepte cette invitation, son représentant prendra l'engagement par écrit auprès du Président de la Commission d'accepter les conditions ci-dessus et, conformément à l'usage établi, le représentant et l'ASOC devront, à tout moment, respecter la confidentialité des discussions ayant lieu lors des sessions privées de la Commission et ne pas les rendre publiques.

L'invitation ci-dessus ne concerne que les sessions de la septième réunion de la Commission. La question de la participation de l'ASOC aux futures réunions de la Commission sera examinée par les Membres de la Commission conformément au Règlement intérieur de la Commission".

154. En ce qui concerne l'avant-dernier paragraphe de l'invitation, la Commission a fait remarquer que l'expression "conformément à l'usage établi" devait être comprise dans le contexte de la correspondance du Secrétaire exécutif à l'ASOC le 23 septembre 1985 (voir CCAMLR-V/8).

155. Sur réception de l'invitation ci-dessus, l'ASOC a envoyé une lettre au Président acceptant l'invitation et fournissant l'engagement qui y avait été demandé.

156. Un certain nombre de délégations ont exprimé leur satisfaction en ce qui concerne le résultat de la demande de statut d'observateur émise par l'ASOC et la Commission a accueilli le représentant de l'ASOC qui a assisté au reste de la réunion.

ELECTION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION

157. Sur proposition de la Belgique et l'appui du Vice-président, de la Corée et de l'URSS, le Brésil a été élu à la Présidence de la Commission pour un mandat s'étendant jusqu'à la clôture de la réunion 1990 de la Commission.

PROCHAINE REUNION

158. La prochaine réunion de la Commission et du Comité scientifique se tiendra à Hobart pendant la période du 6 au 17 novembre 1989. Plusieurs réunions préparatoires se tiendront le dimanche, 5 novembre 1989.

159. On a rappelé à la Commission ses discussions passées sur la date de ses réunions. Le besoin d'obtenir des conseils du Comité scientifique basés sur des données provenant de la saison la plus récente, a tendance à repousser la date de la réunion plus tard dans l'année alors que l'importance d'établir des mesures qui entreraient en application dans la saison peut-être déjà commencée exige une réunion plus tôt dans l'année. Il est nécessaire d'arriver à un compromis, mais il a été estimé que la date fixée pour 1989 était un peu avancée dans l'année et que la réunion de 1990 devrait commencer la dernière semaine d'octobre.

AUTRES QUESTIONS

160. La Commission avait reçu une demande de la part du Greenpeace International pour être admis aux réunions de la Commission en tant qu'observateur. Il a été convenu que, en répondant à la requête, le

Secrétaire exécutif devrait informer le Greenpeace International que la Commission n'était pas disposée à lui accorder le statut d'observateur en ce moment.

ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA REUNION

161. La Commission a adopté le rapport de sa septième réunion et le Président a déclaré la réunion close.

ANNEXE A

LISTE DES PARTICIPANTS

LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION

PRESIDENT: Mr Edmond DE WILDE
Ambassador for Belgium to Malaysia
Kuala Lumpur

AFRIQUE DU SUD

Représentant: Mr B.G. WALTERS
Consul and Head of Mission
South African Consulate
Sydney

Représentant suppléant: Mr A.J. HOFFMANN
Legal Adviser
Department of Foreign Affairs
Pretoria

Conseiller: Mr Denzil MILLER
Sea Fisheries Research Institute
Department of Environment
Roggebaai

ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE DE

Représentant: Mr Hartmut SCHLAPPER
Federal Ministry of Agriculture,
Forestry and Food
Bonn

Représentant suppléant: Mr Peter KIEWITT
Counsellor
Embassy of the Federal Republic
of Germany
Canberra

ARGENTINE

Représentant: Sr Roberto H. MAGNACCA
Ministro
Subdirector General de Antartida
Ministerio de Relaciones Exteriores
y Culto
Buenos Aires

Représentants suppléants: Sr Angel VILLANUEVA MOURE
Secretario de Embajada
Embajada Argentina en Australia
Canberra

Sra Maria DONNA RABALLO
Secretario de Embajada
Ministerio de Relaciones Exteriores
y Culto
Buenos Aires

Conseillers:

Lic Enrique MARSCHOFF
Instituto Antartico Argentino
Buenos Aires

Lic Esteban BARRERA-ORO
Instituto Antartico Argentino
Buenos Aires

AUSTRALIE

Représentant:

Mr John BURGESS
Assistant Secretary
Department of Foreign Affairs & Trade

Représentants suppléants:

Mr Roger FRANKEL
Antarctic Section
Department of Foreign Affairs & Trade

Dr Graham CHITTLEBOROUGH
Special Adviser
Antarctic Division

Dr Knowles KERRY
Antarctic Division

Mr Peter HEYWARD
Antarctic Division

Dr Raoul MIDDELMANN
Australian Fisheries Service
Department of Primary Industries
and Energy

Ms Judith LAFFAN
Antarctic Section
Department of Foreign Affairs & Trade

Conseillers:

Dr Geoff KIRKWOOD
Principal Research Scientist
CSIRO Division of Fisheries Research

Ms Linda HAY
Antarctic Division

Dr Bill DE LA MARE
Dr BILL DE LA MARE
Special Adviser

Mr Brendan DORAN
Antarctic Division

Dr Stephen NICOL
Antarctic Division

Mr Dick WILLIAMS
Antarctic Division

Ms Sharon MOORE
Antarctic Division

Ms Lyn GOLDSWORTHY
Representative of Non-Governmental
Organizations

Dr Andrew CONSTABLE
Representative of Non-Governmental
Organizations

BELGIQUE

Représentant:

Mrs Nancy ROSSIGNOL
Embassy Secretary
Royal Belgian Embassy
Canberra

Conseiller:

Dr Pierre HOVART
Director of the State Fisheries Station
Oostende

BRESIL

Représentant:

Ambassador Marcos Henrique C. CÔRTEZ
Ambassador of Brazil
Canberra

Représentant suppléant:

Alcides Gastão Rostand PRATES
First Secretary
Ministry of External Relations
Brasilia

Conseiller:

Dr Janice Romaguera TROPTE
Adviser
Brazilian Interministerial Commission
for Resources of the Sea (CIRM)
Brasilia

CEE

Représentant: Dr K. VAMVAKAS
Principal Administrator
Commission of the European Communities
Brussels

Conseillers: Dr G. DUHAMEL
Chargé de Recherche au CNRS
Muséum National d'Histoire Naturelle
Laboratoire d'Ichtyologie
Générale et Appliquée
Paris

Dr John GULLAND
Research Fellow
Renewable Resources Assessment Group
Centre for Environmental Technology
London

Mr Hywel DUCK
Secretariat General
Council of Ministers of the European
Communities
Brussels

Dr Ezio AMATO
Ricercatore
Istituto Centrale per la Ricerca
Scientifica e Tecnologica Applicata
alla Pesca Marittima
Roma

CHILI

Représentant: Sr Rolando STEIN
Consul General of Chile
Melbourne

Représentant suppléant: Sr Guillermo ANGITTA
Secretary, Chilean Embassy
Canberra

Conseiller: Sr Antonio MAZZEI
Deputy Director
Instituto Antartico Chileno
Chile

COREE, REPUBLIQUE DE

Représentant: Mr Hyohun SHIN
Deputy Director-General for Treaties
Ministry of Foreign Affairs
Seoul

Représentants suppléants:

Dr Joo Suck PARK
Director
Department of Oceanography and Marine
Resources
National Fisheries Research and
Development Agency
Pusan

Mr Jong-Hyun CHOI
Assistant Director
International Law Affairs Division
Bureau for International Organization
and Treaties
Ministry of Foreign Affairs
Seoul

ESPAGNE

Représentant:

Sr Jerónimo BRAVO DE LAGUNA
Ministerio de Agricultura, Pesca
y Alimentacion
Santa Cruz de Tenerife

Représentant suppléant:

Sr Eduardo BALGUERIAS
Instituto Español de Oceanografía
Santa Cruz de Tenerife

Conseillers:

Sr Sergio IGLESIAS MARTÍNEZ
Instituto Español de Oceanografía
Vigo

Sr Antonio FERNANDEZ AGUIRRE
Secretaria General de Pesca Maritima
Madrid

FRANCE

Représentant:
(Première semaine)

M. Dominique PINEY
Chargé de mission
Direction des Pêches maritimes
Ministère des Transports et de la Mer
Paris

Représentant:
(deuxième semaine)

M. Joseph GEARA
Consulate-General of France
Melbourne

Conseiller:

Dr Jean-Claude HUREAU
Professeur
Sous-Direction
Muséum National d'Histoire Naturelle
Paris

INDE

Représentant: Mr C.M. BHANDARI
Deputy High Commissioner
High Commission for India
Canberra

JAPON

Représentant: Mr Minoru MORIMOTO
Counsellor
Oceanic Fisheries Department
Fisheries Agency
Tokyo

Conseillers: Dr Yasuhiko NAITO
Professor
National Institute of Polar Research
Tokyo

Dr Yasuhiko SHIMADZU
Research Co-ordinator
Research Division
Fisheries Agency
Tokyo

Mr Masaru OKUNO
Assistant Director
International Affairs Division
Fisheries Agency
Tokyo

Dr Yoshinari ENDO
Far Seas Fisheries Research Laboratory
Fisheries Agency
Shimizu

Mr Yutaka AOKI
Fishery Division
Economic Affairs Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Mr Koya MIMURA
Japan Deep Sea Trawlers Association
Tokyo

Mr Ryutaro UEOKA
Japan Deep Sea Trawlers Association
Tokyo

Mr Satoshi SHIOTSU
Japan Deep Sea Trawlers Association
Tokyo

NORVEGE

Représentant: Mr Rolf Trolle ANDERSEN
Ambassador, Special Adviser for Polar
Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Oslo

Représentant suppléant: Mr Ole J. ØSTVEDT
Deputy Director
Institute of Marine Research
Bergen

NOUVELLE-ZELANDE

Représentant: Mr Gerard VAN BOHEMEN
Legal Division
Ministry of Foreign Affairs
Wellington

Représentants suppléants: Dr Don ROBERTSON
Fisheries Research Centre
Wellington

Mr Michael DONOGHUE
Senior Conservation Officer
Department of Conservation
Wellington

POLOGNE

Représentant: Mr Wojciech KALUZA
First Secretary
Embassy of the Polish People's Republic
Canberra

Représentant suppléant: Dr Wieslaw SLOSARCZYK
Sea Fisheries Institute
Gdynia

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

Représentant: Dr Walter RANKE
Head of Department
Fischkombinat Rostock
German Democratic Republic

Représentant suppléant: Mr P.M. KÖSTER
Head of Department for Fisheries
Ministry of County Controlled Industry
and Foodstuffs Industry
German Democratic Republic

R-U

Représentant: Dr John HEAP
Head, Polar Regions Section
Foreign and Commonwealth Office
London

Représentants suppléants: Mr Michael SNELL
Second Secretary
Polar Regions Section
Foreign and Commonwealth Office
London

Dr John BEDDINGTON
Director
Renewable Resources Assessment Group
London

Dr John CROKALL
British Antarctic Survey
Cambridge

URSS

Représentant: Mr Eugene SHIRYAEV
Deputy Minister of Fisheries
USSR Ministry of Fisheries
Moscow

Conseillers: Dr Yuri CHARKOV
USSR Foreign Ministry
Moscow

Mr Vladimir IKRJANNIKOV
USSR Ministry of Fisheries
Moscow

Mr Vadim BROUKHIS
USSR Ministry of Fisheries
Moscow

Dr Tatiana LUBIMOVA
Laboratory of Antarctic Research
VNIRO Research Institute
Moscow

Dr Vladimir YAKOVLEV
Director
UgNIRO
Kerch

Mr Dmitri KALINOV
Fishery Inspection
Regional Branch
Riga

Mr Serguei KOMOGORTSEV
VNIRO Research Institute
Moscow

USA

Représentant:

Mr R. Tucker SCULLY
Director
Office of Oceans and Polar Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Représentant suppléant:

Mr Raymond ARNAUDO
Office of Oceans and Polar Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Conseillers:

Dr Robert HOFMAN
Scientific Program Director
Marine Mammal Commission
Washington, D.C.

Dr Kenneth SHERMAN
Director
National Marine Fisheries Laboratory
Narragansett

Dr John BENGTON
National Marine Mammal Laboratory
National Marine Fisheries Service
Seattle

Dr Izadore BARRETT
Director, Southwest Fisheries Center
National Marine Fisheries Service
La Jolla

Dr Michael MACAULAY
Northwest Fisheries Center
National Marine Fisheries Service
Seattle

Dr Michael TILLMAN
National Marine Fisheries Service
Washington, D.C.

Dr Polly A. PENHALE
Program Manager
Polar Programs
National Science Foundation
Washington, D.C.

Dr William OVERHOLTZ
National Marine Fisheries Service
Woods Hole

Mr Bruce S. MANHEIM
Environmental Defense Fund
Washington, D.C.

OBSERVATEURS - ETATS AYANT ACCEDE A LA CONVENTION

GRECE

Dr Emmanuel GOUNARIS
President of the Greek National Committee
for the Polar Zone
Ministry of Foreign Affairs
Athens

Dr Evangelos PAPATHANASSIOU
National Centre for Marine Research
Athens

SUEDE

Mr Göran RUDBÄCK
Polar Research Secretariat
The Royal Swedish Academy of Sciences
Stockholm

Professor Bo FERNHOLM
Museum of Natural History
Stockholm

URUGUAY

Captain Ruben GONZALEZ
Uruguayan Antarctic Institute

Dr Jose Pedro DRAGONETTI SAUCERO
Uruguayan Antarctic Institute

Sr Julio GIAMBRUNO
Charge d'Affaires
Embassy of Uruguay
Canberra

OBSERVATEURS - ORGANISATIONS INTERNATIONALES

CIB

Dr G.P. KIRKWOOD
Division of Fisheries Research
CSIRO Marine Laboratories
Hobart, Australia

SCAR

Dr Jean-Claude HUREAU
Professeur
Sous-Direction
Muséum National d'Histoire Naturelle
Paris

OBSERVATEURS - ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES

ASOC

Mr Alistair GRAHAM
Director
The Wilderness Society
Hobart

SECRETARIAT

SECRETAIRE EXECUTIF	Dr Darry POWELL
FONCTIONNAIRE CHARGE DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES	Dr Eugene SABOURENKOV
DIRECTEUR DES DONNEES	Dr Larry JACOBSON
FONCTIONNAIRE CHARGE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES ET DES DOCUMENTS DE REUNION	Mr Terry GRUNDY
ADJOINTE PERSONNELLE DU SECRETAIRE EXECUTIF	Ms Geraldine NICHOLLS
SECRETAIRE	Mrs Genevieve NAYLOR
FONCTIONNAIRE ADJOINTE CHARGEE DE LA DISTRIBUTION DES DOCUMENTS	Mrs Rosalie MARAZAS
TRADUCTRICES - FRANÇAIS	Ms Gillian VON BERTOUCHE Mrs Annie BLIN
- ESPAGNOL	Mrs Imma HILLY
PERSONNEL TEMPORAIRE	Mrs Leanne BLEATHMAN Mrs Deb FRANKCOMBE Mrs Raewyn HODGES Mrs Christine WOOLFORD

ANNEXE B

**DISCOURS A L'OCCASION DE L'OUVERTURE OFFICIELLE
DE LA SEPTIEME REUNION DE LA COMMISSION POUR LA
CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES
DE L'ANTARCTIQUE**

E. Samoteikin

**(Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
de l'URSS en Australie)**

DISCOURS A L'OCCASION DE L'OUVERTURE OFFICIELLE
DE LA SEPTIEME REUNION DE LA COMMISSION POUR LA
CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES
DE L'ANTARCTIQUE

Monsieur le Président,
Délégués distingués,
Mesdames et Messieurs,

J'ai, cette année, le grand honneur d'ouvrir, au nom de l'Union Soviétique, la 7^{ième} réunion de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique.

L'esprit et la lettre de la Convention, conformément auxquels votre organisation a été fondée, non seulement satisfont aux intérêts de la conservation et de l'utilisation rationnelle de l'Antarctique et de ses riches ressources biologiques, mais sont aussi logiquement associés au désir de toute humanité d'empêcher la destruction de la biosphère terrestre.

La science et la technologie modernes ont donné à l'individu les moyens d'influencer la nature, engendrant des empiétements, et souvent, sans en prévoir les conséquences, le déchirement et la destruction des mécanismes équilibrant les processus naturels. C'est précisément pour cette raison que s'est posé en Europe, en Asie et en Amérique du Nord le grave problème des pluies acides, et, à l'échelle globale, celui d'une modification des conditions climatiques dans le monde.

Les problèmes écologiques actuels ont revêtu un large caractère social et économique, ils se trouvent reflétés dans les programmes de tous les partis politiques et des gouvernements et ils font l'objet d'une attention particulière de la part du public dans le monde entier et des masse-médias.

Le monde est de plus en plus sensibilisé et favorable à l'idée d'une relation étroite entre tous les aspects de la sécurité internationale et les dispositions prises dans le cadre d'un mécanisme global combinant les efforts de tous les Etats dans les domaines de la sécurité militaire, politique, économique et écologique.

Prenant la parole lors de la 43^{ième} Session des Nations Unies, le Ministre soviétique des Affaires étrangères, E.A. Shevardnadze, mit la menace d'un désastre écologique sur le même plan que la menace nucléaire spatiale.

Avec quels moyens l'humanité peut-elle contrer le danger croissant de destruction?

- La conscience accrue que nous vivons dans un monde complexe, contradictoire, mais où tout est étroitement lié, et où l'individu partage les mêmes priorités, inquiétudes et besoins;
- Les premières mesures réelles en vue d'éviter la menace thermonucléaire, les succès - quoique fragiles - rencontrés dans le règlement des situations de conflit, la confiance croissante et la compréhension mutuelle, la création de conditions favorables, et une maturité accrue pour soulever et résoudre les problèmes à l'échelle globale;
- Un intérêt profond porté aux sérieux problèmes écologiques qui se sont accumulés à travers le monde et dont les conséquences sont imprévisibles.

La communauté internationale - je suis ravi de le souligner - s'efforce maintenant de surmonter activement ce problème. Des mécanismes multilatéraux dans divers domaines de la coopération en matière d'écologie ont été mis sur pied et sont opérationnels. L'un de ces mécanismes est la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, créée sous l'égide du Traité sur l'Antarctique, et œuvrant activement en ce sens.

En sept ans, la CCAMLR s'est transformé en un organe de travail efficace constitué de 20 membres et de 4 parties adhérentes; en une organisation qui a réalisé de grands progrès, passant de la résolution de ses propres problèmes pratiques à l'élaboration d'une stratégie de conservation des ressources marines vivantes et à celle d'un programme international pour le contrôle de l'écosystème :

- Une banque de données biologiques et de pêche a été établie, permettant d'évaluer de manière réaliste l'état des ressources et de prendre des mesures pour leur conservation et leur utilisation rationnelle;
- Des mesures ont été prises pour prévenir la pollution dans les eaux de la Convention;
- Cette réunion marque le début des travaux du Comité sur l'observation et le contrôle, conçu pour mettre au point un système de contrôle de la pêche - mécanisme supplémentaire destiné à garantir l'efficacité des mesures prises par la CCAMLR.

Le Comité scientifique de la CCAMLR a rassemblé des scientifiques de premier plan et des experts en biologie marine, et est devenu un organisme compétent accomplissant les tâches définies par la Convention. L'URSS considère nécessaire d'augmenter la part jouée par cet organisme dans l'élaboration des mesures entrant dans le cadre du développement d'une stratégie de conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique.

L'Union Soviétique fut un des instigateurs de l'élaboration de la Convention et de la création de la CCAMLR, et prend activement part aux travaux de la Commission et de son Comité scientifique.

L'Union Soviétique pêche activement dans la zone de la Convention depuis 1970, encore qu'il soit bien connu que l'apport de cette région dans la prise totale de produits marins par l'Union Soviétique n'est que de 4-5%. Comparativement, une proportion beaucoup plus importante de ses

activités dans les eaux de la Convention est consacrée à la recherche scientifique. La recherche en Antarctique commença pendant l'Année géophysique internationale et fut suivie par le début des recherches dans les eaux environnantes. Les premières expéditions scientifiques maritimes de grande envergure furent conduites dès les années 1960. Dix ans d'un travail ardu ont produit des données sur les réserves des principales ressources dans les eaux antarctiques et sur leur répartition, ce qui a fourni la base de leur utilisation rationnelle.

Il faut remarquer que les premières mesures de la CCAMLR pour la conservation des ressources, prises en 1984, tenaient pleinement compte de la réglementation nationale de pêche soviétique existant à cette époque. L'exploitation elle-même est liée, de manière indissoluble, à la collecte de données extensives nécessaires à l'évaluation des réserves de ressources halieutiques.

La Convention de la CCAMLR est unique en ce sens que l'utilisation rationnelle des ressources provenant de ses eaux considère l'interaction entre les principaux éléments de l'écosystème. Cette approche n'a jamais été utilisée auparavant lors de l'élaboration des nombreuses conventions réglementant les activités de pêche dans d'autres mers.

Dans ces conditions, la tâche de conservation et l'utilisation rationnelle des ressources marines est extrêmement compliquée. La science commence seulement à rechercher les moyens d'accomplir cette tâche.

C'est pourquoi le programme à long terme de contrôle de l'écosystème adopté par la CCAMLR nécessite les efforts de nombreux scientifiques ainsi que des dépenses élevées. Seule une organisation internationale est capable de mettre en œuvre un tel programme, les pays ne le peuvent pas seuls. L'Union Soviétique préconise une coopération constructive pour le règlement de ces questions, sur une base strictement scientifique, rationnelle et non discriminatoire, et en accord total avec les dispositifs de la Convention, et elle invite tous les Membres de la Commission, y compris ceux qui ne sont pas engagés dans des activités de pêche, à prendre part à cette coopération.

La CCAMLR a déjà des exemples d'une telle coopération. Les campagnes scientifiques menées conjointement par les Etats-Unis et la Pologne, l'URSS et l'Australie, et la France et l'URSS n'en sont que quelques exemples récents. Nous espérons qu'ils augmenteront et produiront des résultats tangibles.

La responsabilité de la CCAMLR concerne les ressources marines vivantes de l'Antarctique. Grâce aux efforts conjoints des autres organisations internationales - la Commission internationale de la chasse à la baleine, le Comité scientifique pour les recherches antarctiques et les réunions des Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique - les eaux entourant ce continent de glaces doivent être érigées en exemple de l'attitude rationnelle de l'humanité envers la nature.

Je suis certain que la Commission continuera à jouer le rôle d'un forum international efficace, prenant des décisions sur la base de compromis satisfaisant aux intérêts de toutes les parties concernées. Cela contribuera sans aucun doute à renforcer le système du Traité sur l'Antarctique dans son ensemble.

La septième réunion de la CCAMLR est destinée à faire un nouveau pas dans cette direction. J'espère que cette session sera un succès et que les décisions que l'on y prendra seront en harmonie avec l'esprit de consensus et de coopération internationale.

La beauté de la Tasmanie, ainsi que l'hospitalité et la sympathie des ses habitants, y contribueront.

Je souhaite que les travaux de tous les participants à la réunion soient couronnés de succès, qu'il sera possible de trouver des formes efficaces de coopération et de compréhension mutuelle, et que prévaudra au sein de la CCAMLR l'atmosphère digne d'une communauté civilisée de nations, ce qui contribuera à résoudre les problèmes urgents et graves auxquels doit faire face l'humanité.

ANNEXE C

**ORDRE DU JOUR DE LA SEPTIEME REUNION
DE LA COMMISSION**

ORDRE DU JOUR DE LA SEPTIEME REUNION
DE LA COMMISSION

1. Ouverture de la réunion
2. Organisation de la réunion
 - (i) Adoption de l'ordre du jour
 - (ii) Rapport du Président
3. Finances et administration
 - (i) Examen du compte financier de 1987
 - (ii) Nomination du Comptable agréé
 - (iii) Examen du budget de 1988
 - (iv) Projet de budget pour 1989 et prévisions budgétaires pour 1990
 - (v) Personnel du Secrétariat
 - (vi) Etude du Secrétaire exécutif sur certaines dépenses particulières
4. Evaluation et prévention de la mortalité accidentelle des ressources marines vivantes de l'Antarctique
5. Coopération avec d'autres éléments du Système du Traité sur l'Antarctique
6. Rapport du Comité scientifique
7. Examen des Mesures de conservation
 - (i) Examen des mesures existantes
 - (ii) Dispositions exceptionnelles pour la recherche scientifique
 - (iii) Examen des demandes complémentaires

8. Etablissement d'un système d'observation et de contrôle, Article XXIV de la Convention
9. Observation des mesures de conservation en vigueur
10. Mise en place d'une stratégie de conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique
11. Collaboration avec d'autres éléments du Système du Traité sur l'Antarctique
12. Election du Président de la Commission
13. Prochaine réunion
14. Questions diverses
15. Rapport de la septième réunion de la Commission
16. Clôture de la réunion

ANNEXE D

LISTE DES DOCUMENTS DE REUNION

LISTE DES DOCUMENTS DE REUNION

DOCUMENTS DE LA COMMISSION

- CCAMLR-VII/1 ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA SEPTIEME
REUNION DE LA COMMISSION POUR LA CONSERVATION
DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES DE
L'ANTARCTIQUE
- CCAMLR-VII/2 ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTE DE LA SEPTIEME
REUNION DE LA COMMISSION
Secrétaire exécutif
- CCAMLR-VII/3 ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DU COMITE PERMANENT
SUR L'ADMINISTRATION ET LES FINANCES
- CCAMLR-VII/4 EXAMEN DES ETATS FINANCIERS VERIFIES ET
NOMINATION D'UN AUDITEUR EXTERNE
Secrétaire exécutif
- CCAMLR-VII/5 REVISION DU BUDGET DE 1988, PROJET DE BUDGET
POUR 1989 ET PREVISIONS BUDGETAIRES POUR 1990
Secrétaire exécutif
- CCAMLR-VII/6 ENREGISTREMENT ET PROTECTION DES SITES DE
CONTROLE
Responsable du Groupe de travail chargé du
CEMP, Secrétariat
- CCAMLR-VII/7 EXAMEN DES DEPENSES
Secrétaire exécutif
- CCAMLR-VII/8 PERSONNEL DU SECRETARIAT
Secrétaire exécutif
- CCAMLR-VII/9 ACTIVITES DES ETATS-UNIS SE RAPPORTANT A
L'EVALUATION ET LA PREVENTION DE LA MORTALITE
ACCIDENTELLE DES RESSOURCES MARINES VIVANTES
DE L'ANTARCTIQUE
Etats-Unis d'Amérique
- CCAMLR-VII/10 PROPOSITION D'ETABLIR UN COMITE PERMANENT
SUR LES MESURES DE CONSERVATION
Délégué de la République Démocratique
Allemande

- CCAMLR-VII/11 RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL
POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE DE
CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES
DE L'ANTARCTIQUE
- CCAMLR-VII/11 Rev. 1 RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL
POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE DE
CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES
DE L'ANTARCTIQUE
- CCAMLR-VII/12 VERS UN NOUVEAU DEVELOPPEMENT DE LA STRATEGIE
DE CONSERVATION EXPOSEE A L'ARTICLE II DE LA
CONVENTION
Délégation du Royaume-Uni
- CCAMLR-VII/13 RAPPORT DU SECRETAIRE EXECUTIF SUR LA REUNION
DE COMITE PERMANENT SUR L'ADMINISTRATION ET
LES FINANCES
Secrétaire exécutif
- CCAMLR-VII/14 INVITATION ADRESSEE A L'ASOC PAR LE PRESIDENT
DE LA COMMISSION
Président de la Commission
- CCAMLR-VII/15 RAPPORT DU COMITE PERMANENT SUR L'OBSERVATION
ET LE CONTROLE
- *****
- CCAMLR-VII/MA/1 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
FRANCE
- CCAMLR-VII/MA/2 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
ESPAGNE
- CCAMLR-VII/MA/3 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
ROYAUME-UNI
- CCAMLR-VII/MA/4 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
URSS
- CCAMLR-VII/MA/5 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
AFRIQUE DU SUD

- CCAMLR-VII/MA/6 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
POLOGNE
- CCAMLR-VII/MA/7 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
JAPON
- CCAMLR-VII/MA/8 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
AUSTRALIE
- CCAMLR-VII/MA/9 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
- CCAMLR-VII/MA/10 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
BRESIL
- CCAMLR-VII/MA/11 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
ETATS-UNIS D'AMERIQUE
- CCAMLR-VII/MA/12 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
BELGIQUE
- CCAMLR-VII/MA/13 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
CHILI
- CCAMLR-VII/MA/14 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
NOUVELLE-ZELANDE
- CCAMLR-VII/MA/15 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
REPUBLIQUE DE COREE
- CCAMLR-VII/MA/16 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
ARGENTINE
- CCAMLR-VII/MA/17 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
NORVEGE
- CCAMLR-VII/MA/18 RAPPORT SUR LES ACTIVITES DES MEMBRES DANS LA
ZONE DE LA CONVENTION EN 1987/88
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

CCAMLR-VII/BG/1	LISTE DES DOCUMENTS DE REUNION CCAMLR-VII, SC-CAMLR-VII 1988
CCAMLR-VII/BG/1 Rev. 1	LISTE DES DOCUMENTS DE REUNION CCAMLR-VII, SC-CAMLR-VII 1988
CCAMLR-VII/BG/2	LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION
CCAMLR-VII/BG/2 Rev. 1	LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION
CCAMLR-VII/BG/2 Rev. 2	LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION
CCAMLR-VII/BG/3	MESURES DE CONSERVATION 8/VI, 9/VI ET 10/VI. CAPTURES DECLAREES DE <u>CHAMPSOCEPHALUS</u> <u>GUNNARI</u> DANS LA SOUS-ZONE 48.3 EN 1987/88 Secrétariat
CCAMLR-VII/BG/4	AMONCELLEMENT DE DECHETS EN PLASTIQUE ET D'AUTRES OBJETS FABRIQUES ECHOUES A L'ILE INACCESSIBLE, DANS L'OCEAN ATLANTIQUE SUD CENTRAL P.G Ryan (Afrique du Sud) et B.P. Watkins (Afrique du Sud)
CCAMLR-VII/BG/5	REGISTRE DES NAVIRES DE RECHERCHE PERMANENTS Secrétariat
CCAMLR-VII/BG/5 Rev. 1	REGISTRE DES NAVIRES DE RECHERCHE PERMANENTS Secrétariat
CCAMLR-VII/BG/6	RAPPORT DE LA REUNION DE 1988 POUR L'EXAMEN DE L'OPERATION DE LA CONVENTION POUR LA CONSERVATION DES PHOQUES DE L'ANTARCTIQUE Délégation du Royaume-Uni
CCAMLR-VII/BG/7	RAPPORT DU MEMBRE SUR LES ACTIVITES POUR L'EVALUATION ET LA PREVENTION DE LA MORTALITE ACCIDENTELLE DES RESSOURCES MARINES VIVANTES DE L'ANTARCTIQUE 1987/88 Argentine

- CCAMLR-VII/BG/8 RESPECT DES MESURES DE CONSERVATION EN VIGUEUR
Secrétariat
- CCAMLR-VII/BG/9 DISPOSITIONS D'EXEMPTION POUR LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
Secrétariat
- CCAMLR-VII/BG/10 RAPPORT SUR L'EVALUATION ET LA PREVENTION DE
LA MORTALITE ACCIDENTELLE DANS LA ZONE DE LA
CONVENTION EN 1987/88
Royaume-Uni
- CCAMLR-VII/BG/11 RAPPORT SUR L'EVALUATION ET LA PREVENTION DE
LA MORTALITE ACCIDENTELLE DANS LA ZONE DE LA
CONVENTION EN 1987/88
République de Corée
- CCAMLR-VII/BG/12 RAPPORT SUR L'EVALUATION ET LA PREVENTION DE
LA MORTALITE ACCIDENTELLE DANS LA ZONE DE LA
CONVENTION EN 1987/88
URSS
- CCAMLR-VII/BG/13 RAPPORT DE L'OBSERVATEUR DE LA CCAMLR A LA
COMMISSION INTERNATIONALE SUR LA CHASSE A LA
BALEINE
Observateur, Nouvelle-Zélande
- CCAMLR-VII/BG/14 RAPPORT SUR L'EVALUATION ET LA PREVENTION DE
LA MORTALITE ACCIDENTELLE DANS LA ZONE DE LA
CONVENTION EN 1987/88
Australie
- CCAMLR-VII/BG/15 DECLARATION DE LA COI
Secrétaire COI
- CCAMLR-VII/BG/16 REUNIONS INTERNATIONALES D'INTERET A LA CCAMLR
Secrétariat
- CCAMLR-VII/BG/17 RAPPORT DE L'OBSERVATEUR DE LA CCAMLR A LA
CCAS 1988
Observateur, Belgique

CCAMLR-VII/BG/18

DISCOURS A L'OCCASION DE L'OUVERTURE
OFFICIELLE DE LA SEPTIEME REUNION DE LA
COMMISSION POUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET
LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE
E. Samoteikin
(Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire de l'URSS en Australie)

DOCUMENTS DU COMITE SCIENTIFIQUE

SC-CAMLR-VII/1

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA SEPTIEME
REUNION DU COMITE SCIENTIFIQUE POUR LA
CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES
DE L'ANTARCTIQUE

SC-CAMLR-VII/2

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTE DE LA SEPTIEME
REUNION DU COMITE SCIENTIFIQUE
Président du Comité scientifique

SC-CAMLR-VII/3

ENREGISTREMENT DES SITES DE CONTROLE
Responsable du Groupe de Travail chargé du
CEMP, Secrétariat

SC-CAMLR-VII/3 Rev. 1

ENREGISTREMENT DES SITES DE CONTROLE
Responsable du Groupe de Travail chargé du
CEMP, Secrétariat

SC-CAMLR-VII/4

RAPPORT PROVISOIRE DE LA SEPTIEME REUNION DU
COMITE SCIENTIFIQUE
(Hobart, Australie, 24 octobre - 31 octobre
1988)

SC-CAMLR-VII/5

PROGRAMME DE CONTROLE DE L'ECOSYSTEME DE LA
CCAMLR. CONTROLE DES PROIES
I. Everson (R-U)

SC-CAMLR-VII/6

RAPPORT SUR L'ETUDE PAR SIMULATION DE LA CPUE
DU KRILL
Co-ordinateur (J. Beddington)

SC-CAMLR-VII/7

GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DU PROGRAMME DE
CONTROLE DE L'ECOSYSTEME DE LA CCAMLR.
RAPPORT SUR LES ACTIVITES D'INTERSESSION
EN 1987/88
Responsable (K.R. Kerry)

- SC-CAMLR-VII/7 Rev. 1 GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DU PROGRAMME DE
CONTROLE DE L'ECOSYSTEME DE LA CCAMLR.
RAPPORT SUR LES ACTIVITES D'INTERSESSION
EN 1987/88
Responsable (K.R. Kerry)
- SC-CAMLR-VII/8 QUESTIONS PROVENANT DE LA REUNION DU COMITE
D'ORGANISATION DE L'ATELIER CCAMLR/CIB
SUR L'ECOLOGIE ALIMENTAIRE DES BALEINES
MYSTICETES AUSTRALES
D.G.M. Miller et Y. Shimadzu
Représentants de la CCAMLR
- SC-CAMLR-VII/9 ETAT DES POPULATIONS DES MAMMIFERES ET OISEAUX
MARINS DE L'ANTARCTIQUE
Australie
- SC-CAMLR-VII/10 RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DE
L'EVALUATION DES STOCKS DE POISSONS
(Hobart, Australie, 12-20 octobre 1988)
- SC-CAMLR-VII/11 GROUPE DE TRAVAIL AD HOC DE LA CCAMLR SUR LE
KRILL: RESUME DES ACTIVITES EN 1987/88 ET
PROPOSITIONS D' ACTIONS ULTERIEURES
Responsable (D.G.M. Miller)
- *****
- SC-CAMLR-VII/BG/1 RESUME DES CAPTURES DU KRILL
Secrétariat
- SC-CAMLR-VII/BG/2 RESUME DES DONNEES DE PECHE
Secrétariat
- SC-CAMLR-VII/BG/2 Rév. 1 RESUME DES DONNEES DE PECHE
Secrétariat
- SC-CAMLR-VII/BG/3 PROGRAMME DE CONTROLE A L'ILE BIRD
J.P. Croxall et al. (R-U)
- SC-CAMLR-VII/BG/4 EVALUATION ECOLOGIQUE A L'ILE BIRD GEORGIE
DU SUD
W.N. Bonner (R-U) et J.P. Croxall (R-U)

- SC-CAMLR-VII/BG/5 POISSONS-PROIES DU GRAND ALBATROS DIOMEDEA
EXULANS EN GEORGIE DU SUD
J.P. Croxall et al. (R-U)
- SC-CAMLR-VII/BG/6 DESTRUCTION DES ECOSYSTEMES TERRESTRES
ANTARCTIQUES PAR UNE POPULATION D'OTARIES
DE KERGUELEN QUI AUGMENTE RAPIDEMENT
R.I. Lewis Smith (R-U)
- SC-CAMLR-VII/BG/7 MODELE DE PROSPECTION POUR L'ESTIMATION
DE L'ABONDANCE DU KRILL PENDANT LA FIBEX
I. Everson et al. (R-U)
- SC-CAMLR-VII/BG/8 SCHEMA DES FICHES DE DECLARATION DES DONNEES
SUR LES PARAMETRES DE CONTROLE DES PREDATEURS
MIS AU PROGRAMME DE CONTROLE DE L'ECOSYSTEME
DE LA CCAMLR
Secrétariat
- SC-CAMLR-VII/BG/9 RAPPORT AU COMITE SCIENTIFIQUE DE LA CCAMLR
SUR LA REUNION DU COMITE DE DIRECTION POUR
L'ATELIER CCAMLR/CIB SUR L'ECOLOGIE
ALIMENTAIRE DES BALEINES MYSTICETES AUSTRALES
D.G.M. Miller et Y. Shimadzu
Représentants de la CCAMLR
- SC-CAMLR-VII/BG/10 ACTIVITES DU GROUPE DE TRAVAIL AD HOC DE LA
CCAMLR SUR LE KRILL PENDANT LA PERIODE
D'INTERSESSION
Responsable (D.G.M. Miller)
- SC-CAMLR-VII/BG/11 SELECTIVITE DE CULS DE CHALUT STANDARD
POLONAIS COMMERCIAUX SUR LES FONDS DE PECHE
ANTARCTIQUES
J. Zaucha (Pologne)
- SC-CAMLR-VII/BG/12 ANALYSE ET MODELISATION DE LA FLOTTILLE
SOVIETIQUE DANS L'OCEAN AUSTRAL SUR LA PECHE
DU KRILL
M. Mangel (Expert invité)
- SC-CAMLR-VII/BG/13 CARACTERISTIQUES DES CONCENTRATIONS DU KRILL :
TYPES DE DISTRIBUTION SPATIALES DES
OBSERVATIONS HYDROACOUSTIQUES
D.G.M. Miller et I. Hampton (Afrique du Sud)

- SC-CAMLR-VII/BG/14 QUELQUES CARACTERISTIQUES SUR LA PECHERIE DU
KRILL DE L'URSS ET POSSIBILITES D'UTILISER DES
STATISTIQUES DE PECHE DANS DES ETUDES DE LA
BIOLOGIE ET DES STOCKS DU KRILL
V.N. Dolzhenkov et al. (URSS)
- SC-CAMLR-VII/BG/15 RESULTATS PRELIMINAIRES DES ACTIVITES DE
RECHERCHE DU NAVIRE DE RECHERCHE EVRIKA DANS
LA MER SCOTIA EN JANVIER-MARS 1988
L.I. Maklygin et al. (URSS)
- SC-CAMLR-VII/BG/16 CARACTERISTIQUES SUR UNE GRANDE ECHELLE DE LA
COMPOSITION DES ESPECES PHYTOCENOSIS DANS LA
COUCHE DE SURFACE DANS LES SECTEURS DES OCEANS
ANTARCTIQUE, ATLANTIQUE ET INDIEN
R.R. Makarov et K.P. Fedorov (URSS)
- SC-CAMLR-VII/BG/17 RECHERCHES ENTREPRISES PAR LES ETATS-UNIS SUR
LES OISEAUX DE MER FAISANT PARTIE DU PROGRAMME
DE CONTROLE DE L'ECOSYSTEME DE LA CCAMLR,
1987-1988
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/18 RAPPORT PRELIMINAIRE SUR LE PROGRAMME DU NMFS
POUR LES RESSOURCES MARINES VIVANTES DE
L'ANTARCTIQUE EN 1987-1988 RECHERCHES SUR LE
TERRAIN SUR LES MAMMIFERES ET OISEAUX MARINS
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/19 ARRANGEMENT D'ENSEMBLE DE DONNEES SUR
L'OCEANOGRAPHIE PHYSIQUE DU NAVIRE DE
RECHERCHE SIEDLECKI AU MOIS DE JANVIER 1987,
ENSEMBLE DE DONNEES DES ILES SHETLAND DU SUD
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/20 TYPES ET PROCESSUS DANS LA DISTRIBUTION ET LA
DYNAMIQUE DU KRILL DE L'ANTARCTIQUE
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/21 PROSPECTION HYDROACOUSTIQUE CONJOINTE
POLONAISE/AMERICAINE DE L'ILE ELEPHANT ET DES
ENVIRONS DE L'ILE DU ROI GEORGE, 1988
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/22 PROBLEMES STATISTIQUES DANS LES EVALUATIONS
HYDROACOUSTIQUES DES STOCKS DU KRILL
Etats-Unis d'Amérique

- SC-CAMLR-VII/BG/23 RESULTATS D'UNE ETUDE SUR L'EVALUATION DES
STOCKS DE POISSONS, GEORGIE DU SUD, DECEMBRE
1987 - JANVIER 1988
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/24 CHANGEMENTS DANS LA COMMUNAUTE DE POISSONS
DEMERSAUX DE LA GEORGIE DU SUD
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/25 ANALYSE DES DONNEES ACOUSTIQUES ET MODELES DE
LA DISTRIBUTION SPATIALE DU KRILL
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/26 DISTRIBUTION DU PHYTOPLANCTON DANS LA COUCHE
MIXTE : IMPLICATION DE L'ABONDANCE DU KRILL
Etats-Unis d'Amérique
- SC-CAMLR-VII/BG/27 INTRODUCTION A LA BASE DE DONNEES BIOMASS
SCAR
- SC-CAMLR-VII/BG/28 RESULTATS D'UNE EXPEDITION DE PECHE
EXPLORATOIRE DANS LA ZONE 58.6
G. Duhamel (France)
Représentant de la CEE
- SC-CAMLR-VII/BG/29 L'ETUDE EUROPEENNE POLARSTERN (EPOS)
J.-C. Hureau, Fondation des sciences
européenne,
Membre du Groupe de gestion EPOS
- SC-CAMLR-VII/BG/30 REPONSES ACOUSTIQUES SUR LE KRILL ANTARCTIQUE
(EUPHAUSIA SUPERBA)
I. Everson et al. (R-U, Norvège)
- SC-CAMLR-VII/BG/31 ENERGETIQUE D'APPROVISIONNEMENT DES ALBATROS A
TETE GRISE DIOMEDEA CHRYSOSTOMA A L'ILE BIRD,
GEORGIE DU SUD
D.P. Costa (USA) et P.A. Prince (R-U)
- SC-CAMLR-VII/BG/32 RECHERCHES AUSTRALIENNES SUR LES REGIMES
ALIMENTAIRES D'OISEAUX ET DE PHOQUES DE
L'ANTARCTIQUE
Délégation de l'Australie

- SC-CAMLR-VII/BG/33 LA POPULATION DE MIROUNGA LEONINA A LA POINTE STRANGER (25 DE MAYO - I. DU ROI GEORGE)
Délégation de l'Argentine
- SC-CAMLR-VII/BG/34 IDENTIFICATION DES STOCKS DE L'ELEPHANT DE MER, MIROUNGA LEONINA, UTILISANT DES EMPREINTES DIGITALES ADN
Délégation de l'Argentine
- SC-CAMLR-VII/BG/35 LA PRESENCE EXCEPTIONNELLE DE CALIDRIS FUSCICOLLIS EN ANTARCTIQUE, EST-ELLE UN INDICATEUR DES CHANGEMENTS ECOLOGIQUES?
Délégation de l'Argentine
- SC-CAMLR-VII/BG/36 BIBLIOGRAPHIE SUR LES CALMARS ANTARCTIQUES
Secrétariat
- SC-CAMLR-VII/BG/37 UNE ETUDE PAR SIMULATION DE LA PECHE DU KRILL PAR UN CHALUTIER INDIVIDUEL JAPONAIS
D.S. Butterworth (Expert invité)
- SC-CAMLR-VII/BG/38 ATELIER SUR L'IRRADIATION DES ULTRA-VIOLET ET LES RECHERCHES BIOLOGIQUES EN ANTARCTIQUE
Délégation des USA
- SC-CAMLR-VII/BG/39 EXAMEN DU KRILL BIOMASS/CCAMLR
D.G.M. Miller et I. Hampton (Afrique du Sud)
- SC-CAMLR-VII/BG/40 PROSPECTIONS HYDROACOUSTIQUES DE LA DISTRIBUTION ET DE L'ABONDANCE DU KRILL : REGION DE LA BAIE DE PRYDZ - FIBEX, ADBEX II ET SIBEX II
Délégation de l'Australie
- SC-CAMLR-VII/BG/41 RAPPORT DE L'ATELIER SUR LA DETERMINATION DE L'AGE DES POISSONS ANTARCTIQUES
(Moscou, URSS, du 14 au 19 juillet 1986)
- SC-CAMLR-VII/BG/42 RAPPORT DE L'OBSERVATEUR DE LA REUNION DE 1988 DU COMITE SCIENTIFIQUE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE SUR LA CHASSE A LA BALEINE
Observateur (W.K. De La Mare)

SC-CAMLR-VII/BG/43

PARAMETRES DE SELECTION OBTENUS POUR
NOTOTHENIA GIBBERIFRONS LÖNNBERG, 1905 Y
CHAMPSOCEPHALUS GUNNARI LÖNNBERG, 1905
PENDANT L'EXPEDITION "ANTARTIDA 8611"
Délégation espagnole

SC-CAMLR-VII/BG/44

UN BREF COMPTE RENDU DE LA CINQUIEME
EXPEDITION DE PROSPECTION DU NAVIRE DE
RECHERCHE JFA KAIYO MARU
Délégation du Japon

SC-CAMLR-VII/BG/45

RAPPORT DE LA 76IEME REUNION STATUTAIRE DU
CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLORATION DE LA
MER (CIEM)
O.J. Østvedt (CIEM)

SC-CAMLR-VII/BG/46

EVALUATION DES STOCKS DE NOTOTHENIA VERT
(NOTOTHENIA GIBBERIFRONS, LÖNNBERG 1905) DANS
LA SOUS-ZONE DE LA PENINSULE ANTARCTIQUE
V.A. Boronin (URSS)

SC-CAMLR-VII/BG/47

DEVELOPPEMENT ET IMPLEMENTATION D'UN PROGRAMME
DE TRAVAIL A LONG TERME
Délégation des USA

SC-CAMLR-VII/BG/48

PROGRAMMES DE RECHERCHE DES MEMBRES DE LA
CCAMLR POUR LES SAISONS 1988/89, 1989/90 ET
1990/91
Secrétariat

ANNEXE E

**RAPPORT DU SECRETAIRE EXECUTIF SUR LA REUNION
DU COMITE PERMANENT SUR L'ADMINISTRATION
ET LES FINANCES (SCAF)**

RAPPORT DU SECRETAIRE EXECUTIF SUR LA REUNION
DU COMITE PERMANENT SUR L'ADMINISTRATION
ET LES FINANCES

Le Comité s'est réuni le 25, 28 et 31 octobre 1988 sous la Présidence de M. C.M. Bhandari (Inde), et a examiné les questions suivantes :

1. Examen du compte financier de 1987
2. Nomination du Comptable agréé
3. Examen du budget pour 1988
4. Projet de budget pour 1989 et prévisions budgétaires pour 1990
5. Personnel du Secrétariat
6. Etude du Secrétaire exécutif sur certaines dépenses particulières
7. Election du Président et du Vice-président du SCAF

EXAMEN DU COMPTE FINANCIER DE 1987

2. Le Comité avait sous les yeux le document CCAMLR-VII/4 "Examen du compte financier et nomination du Comptable agréé".

3. Le Comptable a rendu compte que :

"Le compte financier est basé sur des livres de compte et des reçus corrects; les recettes, dépenses et investissements de capitaux et, l'acquisition et la cession des biens par la Commission au cours de l'année se terminant le 31 décembre 1987, ont été réalisés en accord avec les Règlements".

4. Le Comptable a rapporté aussi que le compte financier s'est conformé aux Standards de vérification du bureau comptable australien. Le Comité a noté qu'il n'y avait aucune restriction sur le compte financier fait par le Comptable.

5. Le Comité a convenu que conformément à la Règle 12.1 du Règlement financier, la Commission devrait prononcer son acceptation du compte financier.

NOMINATION D'UN COMPTABLE AGREE

6. La Règle 11.1 du Règlement financier exige que le comptable soit un expert comptable agréé, ou une autorité statutaire équivalente, d'un Membre de la Commission et qu'il soit nommé pour un mandat de deux ans éventuellement renouvelable.

7. L'Expert comptable agréé pour l'Australie a servi la Commission ces six dernières années et a signalé qu'il était disponible pour un renouvellement de sa nomination. Le Comité a appuyé sa candidature.

EXAMEN DU BUDGET POUR 1988

8. Le Responsable de l'administration et des finances a présenté le document CCAMLR-VII/5, a expliqué les dépenses prévues du budget pour 1988 et a informé le Comité qu'il attendait qu'aucune dépense n'excéderait le budget. Le Comité a félicité le Secrétariat pour sa gestion du budget, en notant que de considérables économies avaient été faites quant à certaines dépenses.

9. Le Secrétariat a informé le Comité que depuis que les documents du budget avaient été préparés, l'Espagne avait acquittée ses arriérés et que le Chili avait payé un acompte à la suite d'une erreur commise dans le calcul de la conversion des devises. La cotisation du Chili est maintenant acquittée en totalité. Le représentant de l'Argentine a déclaré que les autorités financières de son pays prenaient les mesures nécessaires pour régler l'acompte restant dû par l'Argentine, somme impayée faisant également suite à une erreur de calcul dans la conversion des devises.

10. Comme on le lui avait demandé à la dernière réunion, le Secrétaire exécutif avait fourni un exposé des conséquences financières des arriérés

des Membres. Il a été noté que "... les cotisations sont exigibles le premier jour de l'année financière (c'est-à-dire à la date d'échéance) et doivent être payées au plus tard 150 jours après cette date ..." (Règle 5.6 du Règlement financier). Il a été expliqué que la notification de la somme exacte des cotisations ne pourrait pas être envoyée avant le 1^{er} février en raison du besoin de recevoir et payer les derniers comptes pour que les excédents puisse être crédités aux Membres en faisant les calculs nécessaires. Bien que la date d'échéance de paiement soit le 1^{er} janvier, cette considération d'ordre pratique empêche que les versements soient réalisés avant la mi-février. Il a été convenu que tous les Membres devraient acquitter leurs cotisations le plus tôt possible, et en tout cas, avant l'expiration de la date limite pour paiement, c'est-à-dire le 31 mai de chaque année.

PROJET DE BUDGET POUR 1989 ET PREVISIONS

BUDGETAIRES POUR 1990

11. Le document du budget a été présenté sous le format convenu précédemment qui fait la distinction entre les frais récurrents et non récurrents. L'objectif d'une croissance réelle zéro des dépenses courantes avait encore été réalisé.

12. Il a été signalé que dans la somme allouée aux 'réunions', bien que certaines dépenses détaillées aient augmentées au-delà du taux d'inflation, et que d'autres n'avaient pas augmentées de même manière, il résultait que la somme totale restait aux alentours d'une croissance réelle zéro.

13. En réponse à une question au sujet d'une allocation de 2 200 \$A pour la publication des Documents de base, le Secrétaire exécutif a expliqué que les fonds étaient inclus pour satisfaire le coût des amendements dans les Mesures de conservation en vigueur. Il a été convenu qu'à l'avenir, les Mesures de conservation en vigueur devraient être publiées dans un document séparé qui pourrait être révisé quand cela serait nécessaire, sans pour autant réimprimer la tome des Documents de base.

14. Le Président du Comité scientifique a assisté à la réunion pour présenter le projet de budget de son Comité. Les propositions des dépenses pour le programme scientifique ont été acceptées. Il a été fait remarquer que, bien que les dates de l'Atelier sur la CPUE du krill et la réunion du Groupe de travail ad hoc sur le krill aient été établies pour que l'une suive l'autre, les réunions ont des objectifs différents et s'il arrive que pour une raison ou une autre, l'une d'entre elles n'ait pas lieu, rien n'empêchera l'autre de se poursuivre.

15. Certaines délégations ont exprimé leur inquiétude sur la grosse proportion du budget du Comité scientifique attribuée à la traduction des rapports des Groupes de travail. La possibilité a été de nouveau soulevée de faire traduire les rapports, qui ne sont pas requis d'urgence, par les pays où la langue nationale est le russe, l'espagnol ou le français. L'étude faite par le Secrétaire exécutif des dépenses particulières parle de ce sujet en détail, signalant les difficultés pratiques impliquées. Plusieurs délégations ont approuvé ces opinions et ont identifié en particulier, la tâche de la coordination dans chaque pays comme risquant de présenter des problèmes considérables. De récentes initiatives prises par le Secrétariat recherchant l'amélioration, l'efficacité et l'exactitude du travail de traduction ont été expliquées, et le Comité a convenu qu'un peu de temps serait nécessaire pour voir si celles-ci étaient réussies, avant d'envisager l'introduction de changements supplémentaires. Dans l'intervalle, le Secrétariat a été prié de continuer à recueillir des renseignements sur les services de traduction provenant d'autres pays. Pour les futures réunions du SCAF, il a été demandé au Secrétariat de séparer les coûts de traduction de ceux de publication dans la présentation du budget du Comité scientifique.

16. Le Secrétaire exécutif a attiré l'attention du Comité sur l'accroissement du travail dans le domaine du traitement des données pour les diverses activités du Comité scientifique, et sur le besoin essentiel de renforcer la capacité du Secrétariat dans ce domaine (voir le paragraphe 25 ci-dessous). Le Comité a été en accord sur sa proposition d'inclure une somme de 5 000 \$A pour que le Fonctionnaire chargé des affaires scientifiques assiste à deux cours professionnels sur le logiciel de la base des données utilisé par le Secrétariat.

17. Le Comité s'est également mis d'accord pour que dans le cas où le Directeur des données résilierait ses fonctions avant la réunion suivante (voir le paragraphe ci-dessous), le Secrétaire exécutif pourrait utiliser les fonds affectés au traitement du Directeur de données, pour engager une personne avec les compétences requises, sur une base temporaire si nécessaire.

TAUX DE CROISSANCE DU BUDGET

18. Les dépenses proposées pour 1989 de 1 215 300 \$A représentent une augmentation nominale de 5,2% sur celles accordées au budget 1988. Le taux d'inflation pour l'Australie en 1989 est prévu aux alentours de 5,5%, donc les dépenses en 1989 diminueront par 0,3% en termes réels. Si les dépenses sont divisées en dépenses récurrentes et non récurrentes, conformément à la coutume de la Commission, les dépenses récurrentes en 1989 diminueront en termes réels de 4,5%.

COTISATIONS DES MEMBRES

19. Le projet de budget révisé pour 1989 révèle que le montant total des cotisations des Membres, après le décompte des avoirs, sera de 960 258 \$A ou de 46 414 \$A par Membre, déduction faite des cotisations supplémentaires de 31 967 \$A pour les pays exploitants.

PREVISIONS BUDGETAIRES POUR 1990

20. La plupart des dépenses dans les prévisions du budget pour 1990, sont calculées sur la base des figures de 1989 accordant une inflation de 5,5% pour 1990. Le Comité a été avisé que l'arrangement d'utiliser l'ordinateur central de la Division antarctique australienne avait bien fonctionné en 1988 et les Membres ont remercié l'Australie pour l'avoir mis à la disposition de la Commission. Il a été noté qu'une somme de 60 000 \$A

est inclus aux estimations pour 1990, en tant que réserve prévisionnelle, dans le cas où l'accroissement de l'usage des ordinateurs par le Secrétariat nécessite un changement à cet arrangement.

PERSONNEL DU SECRETARIAT

21. La Commission a décidé en 1986, '... qu'avant de faire appel à la candidature de titulaires aux futurs postes vacants de la catégorie cadre, le Secrétaire exécutif, en consultation avec le Président du Comité permanent sur l'administration et les finances, devrait examiner avec soin et modifier, le cas échéant, la description des fonctions à remplir pour le poste en question ainsi que l'échelon auquel ce poste avait été classé à l'origine.' A la dernière réunion il a été demandé au Secrétaire exécutif de continuer à consulter avec des organisations internationales similaires et avec le Service public australien, dans le but d'établir le meilleur procédé pour conduire une révision des échelons de postes cadres au Secrétariat de la CCAMLR, et de rendre compte à cette réunion de la Commission. Le rapport a été distribué sous CCAMLR-VII/8.

22. L'intention de l'actuel Directeur des données de postuler pour un poste de chercheur, ce qui nous met devant la possibilité existante d'une résiliation de ses fonctions au cours de l'année prochaine, a été soulevé dans les discussions du budget. Il a été convenu que ce fait nouveau survenant, il faudra peut-être achever la révision des échelons au cours des six mois à venir, pour éviter une interruption dans le travail du Comité scientifique en laissant ce poste important à pourvoir pour une période prolongée.

23. Le Comité a pris note de la possibilité d'obtenir une aide de la Commission des fonctionnaires internationaux. Il a convenu que le Secrétaire exécutif doit continuer ses consultations avec son homologue à la ICSC, et, si cela s'avère possible, utiliser le système de la ICSC pour examiner les postes cadres. Si cela entraînerait une dépense il devrait consulter le Président du SCAF et le Président de la Commission avant d'aller plus loin.

24. Un représentant a signalé le haut niveau de satisfaction exprimé par le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons avec le travail du Secrétariat, et en particulier celui du Directeur des données, pour la préparation des données et des analyses pour sa réunion cette année. Il a demandé si, par suite des efforts du titulaire actuel, la direction des données au Secrétariat pourrait être entreprise avec autant de succès à l'avenir par une personne possédant moins de qualifications. Si oui, alors, le poste pourrait être déclassé.

25. Le Secrétaire exécutif n'était pas d'accord. Il a porté l'attention sur les discussions qui ont eu lieu au cours des sessions récentes de la réunion du Comité scientifique, qui ont démontré clairement que le travail dévolu à la Direction des données continuerait non seulement à accroître en quantité mais aussi en complexité. Jusqu'à présent, le travail du Directeur des données a été associé pour la plupart avec les poissons, reflétant l'importance particulière attachée à ce sujet-ci par la Commission et le Comité scientifique. Le Comité élargit actuellement son attention à la considération des stocks du krill et des calmars, et passe au stade du traitement des données dans son développement du Programme de contrôle de l'écosystème. Il est plus que probable qu'il faudra renforcer la capacité du traitement des données du Secrétariat, plutôt que de l'affaiblir.

SECRETARE EXECUTIF

26. A sa dernière réunion la Commission s'est mise d'accord sur une procédure à suivre pour le cas où le poste de Secrétaire exécutif deviendrait vacant. Il a été demandé au Secrétaire exécutif de préparer un projet d'une annonce qui serait examiné à cette réunion. Une version préliminaire a circulé parmi les membres pour qu'ils puissent l'examiner. Le projet d'annonce suivant a été adopté à l'approbation de la Commission :

" SECRETARE EXECUTIF DE LA CCAMLR

La Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique fait un appel d'offre au poste de Secrétaire exécutif (CCAMLR).

La CCAMLR est une organisation internationale dont le siège se situe à Hobart en Australie; il incombe à la Commission de mettre à exécution les objectifs et les principes d'une convention qui prévoit la conservation, y compris l'utilisation rationnelle de la faune et la flore marines dans les eaux limitrophes de l'Antarctique.

Le Secrétaire exécutif, assisté par un petit secrétariat, est responsable pour fournir un soutien scientifique et administratif à la Commission et au Comité scientifique.

Les postulants doivent être ressortissants des pays membres de la CCAMLR [liste].

La Commission, dans sa procédure de sélection, optera pour les critères suivants :

- (a) connaissance des questions concernant l'Antarctique;
- (b) expérience ou connaissance approfondie du fonctionnement des organisations internationales et intergouvernementales;
- (c) haut niveau de compétence et d'expérience exigé en tant que dirigeant, dans des domaines tels que :
 - la sélection et la supervision du personnel administratif, technique et scientifique;
 - la préparation des budgets financiers et la gestion des dépenses;
 - l'organisation des réunions et la mise en place de services de secrétariat pour les comités de haut niveau;

(d) qualifications universitaires

(e) qualifications en langues.

La nomination sera pour une période de quatre ans avec la possibilité de renouvellement. Le poste est classé à D1 sur l'échelle de traitements de l'ONU. (Le traitement actuel est entre les limites de 00000 \$US et 00000 \$US net par an.) Les indemnités sont payées selon le système de l'ONU et comprennent les frais de déménagement, d'installation et de rapatriement, les indemnités pour congé dans sa patrie tous les deux ans, la sécurité sociale et les indemnités d'éducation pour les enfants.

Les candidatures, marquées du cachet personnel et confidentiel, devraient être expédiées pour arriver à l'adresse suivante avant [date]:

Le Président de la Commission
CCAMLR
25 Old Wharf
Hobart
Tasmanie, 7000 Australie.

Un exemplaire du Statut du personnel, et des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus en s'adressant au Secrétariat de la CCAMLR à l'adresse ci-dessus."

Le SCAF a pris note du fait que le terme du Secrétaire exécutif titulaire expirera le 30 juin 1990. Il a alors été estimé nécessaire que cette question soit portée à la connaissance de la Commission.

ETUDE FAITE PAR LE SECRETAIRE EXECUTIF
SUR CERTAINES DEPENSES PARTICULIERES

27. A la sixième réunion de la Commission, la Délégation de l'URSS a soulevé un nombre de questions en vue de réaliser une diminution des

dépenses. Le rapport du Secrétaire exécutif traitant ces questions a été passé parmi les Membres pour commentaire, au mois de février. Quatre Membres ont répondu : l'Argentine, la CEE, l'Afrique du Sud et le R-U. Un document contenant le rapport et les réponses a été distribué comme le (CCAMLR-VII/7).

28. Plusieurs délégations ont exprimé leur satisfaction de l'analyse et des conclusions présentées dans le rapport. L'accord général des réponses a été noté et le Président a proposé de faire des commentaires supplémentaires sur chacune des questions. Les discussions sont résumées ci-dessous.

- (i) Distribution des documents - il a été noté qu'une économie considérable a été observée grâce à de nouvelles procédures pour la distribution des documents. Il a été souligné qu'une plus grande utilisation devrait être faite des résumés exécutifs et que les procédures doivent être suivies de très près.
- (ii) Application au sens large de la Règle 34(b) - il a été convenu que les mesures prises en réponse au point (i) ont des chances de réaliser la réduction voulue de la manutention des documents et qu'il n'était pas nécessaire de poursuivre plus avant cette question.
- (iii) Nombre et durée de réunions de groupes de travail - de telles réunions sont nécessaires pour préparer des avis sur des sujets précis. Leurs fréquences et durées doivent être jugées cas par cas, mais un temps suffisant doit toujours être imparti pour permettre à la réunion de traiter adéquatement son sujet.
- (iv) Dates et emplacement de réunions de la Commission - le Comité a convenu qu'il était essentiel que la Commission se réunisse annuellement. Le besoin de développer la conscience internationale sur les principes de la Convention

et du travail de la CCAMLR a été reconnu et il a été convenu que tenir des réunions à un lieu autre qu'Hobart périodiquement pourrait contribuer à satisfaire ce besoin. La Convention pourvoit déjà à une telle possibilité, si une proposition ferme est reçue. En revanche, il a été reconnu qu'il y a quelques difficultés pratiques, surtout en ce qui concerne les réunions préliminaires qui sont tenues juste avant la réunion de la Commission. Il a été convenu de continuer à tenir la réunion à Hobart pour le moment.

- (v) L'engagement par traité de services de traduction aux pays de langue française, russe et espagnole - le Secrétaire exécutif doit continuer à recueillir des informations sur ce sujet, mais entretemps il doit donner suite à un projet déjà mis en route pour améliorer l'efficacité en développant la capacité de traduction au Secrétariat (voir le paragraphe 15 ci-dessus).

29. Au cours des discussions sur les services de traduction, quelques délégations ont soulevé des questions concernant l'interprétation. Le Secrétaire exécutif a exposé les grandes lignes des procédures de soumission suivies par le Secrétariat en obtenant ces services, et est entré dans les détails des soumissions reçues en 1988. Le représentant de l'Australie a affirmé qu'il avait été impliqué dans les discussions avec les organisations en question et qu'il était conscient de l'examen approfondi que le Secrétaire exécutif avait mené avant de décider à quelle organisation devrait être passé le contrat.

30. Le délégué de la Nouvelle-Zélande a expliqué aux membres qu'il avait examiné les services de traduction et d'interprétation disponibles dans la région du Pacifique du Sud pour les réunions sur les négociations à propos des minéraux de l'Antarctique dont la Nouvelle-Zélande avait été le pays hôte cette année. Il a été satisfait que le sous-traitant employé par la Commission rendait le service le plus compétent et concurrentiel du point de vue du prix.

31. Le Comité a demandé que le Secrétaire exécutif contrôle la suite des mesures initiées par le SCAF dans le but d'améliorer l'efficacité, et qu'il fournisse des rapports réguliers aux réunions.

ELECTION DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DU SCAF

32. Au cours de la séance d'ouverture de la réunion de la Commission, quand la question à l'ordre du jour sur les finances et l'administration a été passé au SCAF pour discussion, la Commission avait porté l'attention sur le besoin du SCAF d'avoir un poste de Vice-Président. Cela nécessiterait une adjonction aux attributions du Comité.

ANNEXE F

**PREVISIONS FINANCIERES ET DEPENSES 1988,
BUDGET 1989 ET PREVISIONS BUDGETAIRES POUR 1990**

Prévisions financières, revenus et dépenses 1988, budget pour 1989
et prévisions budgétaires pour 1990
(Dollars australiens)

BUDGET 1988		BUDGET 1989 ET PREVISIONS BUDGETAIRES 1990				
(1)	(2)	(3)		(4)	(5)	
Budget adopté 1988	Prévisions jusqu'au 31.12.88	Ecart	Rubrique	Poste	1989	1990
REVENUS						
877999	814757	-63242	Cotisations des Membres		960258	1173700
			Postes de l'année précédente			
48367	48367	0	• Arriérés de cotisations		0	0
60000	74105	14105	• Intérêts		60000	60000
27834	27834	0	• Cotisations des Membres		0	0
0	0	0	• Cotisations des nouveaux Membres		27342	0
110100	108926	-1174	• Imposition du personnel		76200	76300
30500	80811	50311	• Excédent		91500	0
1154800	1154800	0	Total revenus		1215300	1310000

DEPENSES						
GESTION DES DONNEES						
26100	26100	0	Biens d'équipement		6000	60000
2100	2100	0	Biens de consommation		4400	4600
48000	17000	31000	Travail à forfait		22900	24100
10900	6500	4400	Maintenance		16400	17300
3500	3500	0	Utilisation en temps partagé		4400	4600
90600	55200	35400	Total gestion des données		54100	110600
REUNIONS						
288000	288000	0	Total réunions		304100	320800
PUBLICATIONS						
92900	92900	0	Total Publications		87700	92300
COMITE SCIENTIFIQUE						
84800	84800	0	Total Comité scientifique		109700*	63200
FRAIS DU SECRETARIAT						
13500	13500	0	Administration		23400	24600
84700	75000	9700	Indemnités		155100	185900
4000	4000	0	Véhicules		4000	4200
22000	22000	0	Communications		23100	24400
3000	3000	0	Frais accessoires		3100	3200
3000	3000	0	Ouvrages/Publications/Périodiques		3100	3200
19400	19400	0	Fournitures de bureau		21900	23000
6300	6300	0	Locaux		7200	7500
422600	376200	46400	Traitements		397600	424800
20000	20000	0	Déplacements		21200	22300
598500	542400	56100	Total Frais du Secrétariat		659700	723100
1154800	1063300	91500	Total dépenses		1215300	1310000

* A ce montant viendra s'ajouter une somme de 25100 \$A à tirer du Fonds spécial de contribution de la Norvège afin de répondre aux besoins du Comité scientifique dont le programme total s'élève à 134800 \$A.

ANNEXE G

ENREGISTREMENT DES SITES A TERRE DU CEMP

ENREGISTREMENT DES SITES A TERRE DU CEMP*

Tous les sites à terre où les études du CEMP sont en cours ou en projet devront être décrits et enregistrés comme sites du CEMP. La procédure suivante devra être utilisée pour proposer, enregistrer et organiser les activités dans les sites :

- (i) Les propositions pour l'enregistrement des sites du CEMP avec les plans de gestion provisoires pour ces sites seront soumis au Groupe de travail du CEMP pour une première considération par la (les) Partie(s) Contractante(s) à qui des ressortissants dirigent ou organisent pour la réalisation des études du CEMP au site;
- (ii) Le Groupe de travail révisera les propositions et les plans de gestion provisoires en respectant les buts et les objectifs du CEMP et fournira à la considération du Comité scientifique ses recommandations pour l'adoption, la révision, l'acceptation ou le refus;
- (iii) Le Comité scientifique révisera les propositions, prendra en compte les recommandations du Groupe de travail du CEMP, et conseillera la Commission quant aux propositions et plans de gestion qui devraient être adoptés, révisés, acceptés ou refusés;
- (iv) La Commission désignera les sites de contrôle du CEMP et adoptera un plan de gestion pour de tels sites, prenant en compte les avis fournis par le Comité scientifique et les

* a été présenté par la délégation des Etats-Unis et cité au paragraphe 75 de ce rapport.

résultats des consultations avec les autres composants du système du Traité sur l'Antarctique comme il est décrit dans le sous-paragraphe (v) ci-dessous;

- (v) Avant d'entamer l'enregistrement des sites du CEMP proposés, la Commission consultera et coopérera avec les Parties Consultatives du Traité sur l'Antarctique et, quand il le faut, avec les Parties contractantes de la Convention pour la conservation des phoques de l'Antarctique, de la Convention sur le règlement des activités sur les ressources minérales de l'Antarctique. L'utilité de telles consultations et coopérations sera d'assurer la réalisation de l'objectif pour lequel le site a été proposé en évitant les interférences dans les réalisations des objectifs et principes du Traité sur l'Antarctique, et de la Convention sur la conservation des phoques de l'Antarctique, et de la Convention sur le règlement des activités sur les ressources minérales de l'Antarctique, ou l'inconséquence entre les mesures applicables en vigueur conformément aux instruments et conformément aux objectifs pour lequel le site a été proposé;
- (vi) En attendant la conclusion du processus de consultation et de coopération prévu dans le sous-paragraphe précédent, la Commission peut, par délibération, adopter les plans de gestion proposés, et désigner les sites proposés comme base provisoire;
- (vii) Tous les sites du CEMP et leurs plans de gestion approuvés figureront dans l'Annexe à la mesure de conservation (à être adoptée) concernant l'enregistrement des sites du CEMP;
- (viii) Chaque partie contractante développera un système pour la délivrance des permis autorisant leurs ressortissants à exécuter les études du CEMP et d'autres conséquentes activités avec les dispositions des plans de gestion

approuvés dans l'enregistrement des sites, et prendra de telles autres mesures comme il peut être nécessaire pour s'assurer que leurs ressortissants se soumettent aux plans de gestion approuvés pour de tels sites; et

- (ix) Des copies de tels permis seront envoyés au Secrétaire exécutif aussi rapidement que possible après leur parution. Chaque année le Secrétaire exécutif fournira une brève description des permis qui ont été issus par les Parties. Dans les cas où les permis sont issus pour des usages non directement liés à la réalisation des études du CEMP que l'enregistrement du site est destiné à protéger, le Secrétaire exécutif expédiera une copie des permis au(x) Membre(s) du Comité scientifique qui a proposé à l'origine l'enregistrement du site.

Suivant l'enregistrement, les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique, le SCAR, la Commission internationale de la recherche à la baleine, et les autres corps internationaux responsables pour les activités dans l'Antarctique devront être avisés de l'enregistrement. Les plans de gestion et les résultats des études de contrôle exécutés dans l'enregistrement des sites devront être révisés périodiquement (par exemple, à 5 ans d'intervalle) par le Groupe de travail du CEMP et le Comité scientifique, pour déterminer si oui ou non les objectifs d'étude ont été remplis. Il devrait être signalé à la Commission, et celle-ci devrait agir pour terminer l'enregistrement du site, quand le programme de contrôle est terminé, ou quand les règlements spéciaux des activités dans ou près du site ne sont plus nécessaires pour éviter des répercussions sur la recherche en cours ou planifiée. Les plans de gestion pour les sites enregistrés devraient être mis à jour comme convenu.

RAPPORT DU COMITE PERMANENT
SUR L'OBSERVATION ET LE CONTROLE
(SCOI)

RAPPORT DU COMITE PERMANENT
SUR L'OBSERVATION ET LE CONTROLE

Conformément à la recommandation de la sixième réunion de la Commission (paragraphe 99), la Commission a établi un Comité permanent sur l'observation et le contrôle. Le Comité s'est réuni sous la Présidence des Etats-Unis (M. R. Arnaudo).

Observation et contrôle

2. Le Comité, prenant en ligne de compte les paragraphes 94 à 98 du rapport de la sixième réunion de la Commission, a développé ces paragraphes et a recommandé que la Commission adopte les dispositions suivantes en vertu de l'Article XXIV de la Convention pour vérifier le respect des mesures en vigueur aux termes de la Convention :

3. Système d'observation et de contrôle

I. Chaque Membre de la Commission peut désigner les observateurs et contrôleurs mentionnés à l'Article XXIV de la Convention.

(a) Les observateurs et contrôleurs désignés seront au fait des activités de pêche et de recherche scientifique à observer et à contrôler, ainsi que des dispositions de la Convention et des mesures adoptées aux termes de cette dernière.

(b) Les Membres certifieront les qualifications de chaque observateur et contrôleur qu'ils désignent.

(c) Les observateurs et contrôleurs seront des ressortissants de la Partie contractante qui les désigne et, au cours de leurs activités d'observation et de contrôle, ils seront uniquement soumis à la juridiction de cette Partie contractante.

- (d) Les observateurs et contrôleurs seront capables de communiquer dans la langue de l'Etat du pavillon des navires sur lesquels s'effectuent leurs activités.
- (e) Les observateurs et contrôleurs jouiront du statut d'officier de bord lorsqu'ils seront à bord de ces navires.
- (f) Les noms des observateurs et contrôleurs désignés seront communiqués à la Commission avant le 1^{er} mai de chaque année. Les désignations demeureront valides jusqu'au 1^{er} juillet de l'année suivante.

II. La Commission maintiendra un registre des observateurs et contrôleurs certifiés désignés par les Membres.

- (a) La Commission communiquera le registre des observateurs et contrôleurs à chaque Partie contractante avant le 31 mai de chaque année.

III. Pour s'assurer du respect des mesures adoptées aux termes de la Convention, les observateurs et les contrôleurs désignés par les Membres auront le droit de mener des activités d'observation et de contrôle à bord des navires engagés dans des activités de recherche scientifique ou de pêche des ressources marines vivantes dans la zone d'application de la Convention.

- (a) L'observation et le contrôle peuvent être effectués à partir des navires des Etats désignants par des observateurs et contrôleurs désignés.
- (b) Les navires transportant les observateurs ou contrôleurs arboreront un pavillon ou un guidon spécial approuvé par la Commission pour indiquer que les observateurs ou les contrôleurs à bord effectuent des activités d'observation et de contrôle conformément à ce système.

- (c) De tels observateurs et contrôleurs pourront aussi être postés à bord des navires, le programme d'embarquement et de débarquement des observateurs et contrôleurs étant sujet à des arrangements à prendre entre l'Etat désignant et l'Etat du pavillon.

IV. Chaque Partie contractante fournira à la Commission avant le 1^{er} mai de chaque année une liste de tous les navires sous son pavillon ayant l'intention de pêcher les ressources marines de la Convention au cours de l'année commençant le 1^{er} juillet. Cette liste comprendra :

- nom du navire;
 - indicatif d'appel du navire immatriculé par les autorités compétentes de l'Etat du pavillon;
 - port d'attache et nationalité du navire;
 - propriétaire ou affréteur du navire;
 - notification que le capitaine a été informé des mesures en vigueur pour la région ou les régions où le navire exploitera les ressources marines vivantes dans la zone de la Convention.
- (a) La Commission communiquera à toutes les Parties avant le 31 mai de chaque année une liste complète de tous ces navires. Cette liste comprendra les noms des navires de recherche contenus dans le registre des navires permanents de recherche établi conformément au paragraphe 60 du rapport de la cinquième réunion de la Commission.
- (b) Chaque Partie contractante notifiera dès que possible à la Commission tout navire battant son pavillon qui aura été

ajouté à la liste ou supprimé pendant une saison de pêche en cours. La Commission communiquera rapidement cette information aux autres Parties contractantes.

V.

- (a) Lorsque sera donné le signal approprié du Code international des signaux par un navire ayant à bord un observateur ou un contrôleur (ce qui sera indiqué en arborant le pavillon ou le guidon mentionnés ci-dessus), tout navire présent dans la zone de la Convention dans le but de mener des opérations de pêche ou de recherche scientifique sur les ressources marines vivantes devra s'arrêter ou prendre toute autre mesure nécessaire pour faciliter le transfert sûr et rapide de l'observateur ou du contrôleur sur le navire, à moins que le navire soit activement engagé dans des opérations de pêche, auquel cas il appliquera ces consignes dès que possible.
- (b) Le capitaine du navire permettra à l'observateur ou au contrôleur, qui pourra être accompagné par des assistants appropriés, de monter à bord du navire.

VI. Les observateurs et les contrôleurs seront habilités à observer et contrôler la prise, les filets et tout autre équipement de pêche ainsi que les activités de pêche et de recherche scientifique; ils auront également accès aux registres et rapports des données de prise et de positions dans la mesure où cela sera nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

- (a) Chaque observateur et contrôleur sera porteur d'une pièce d'identité délivrée par l'Etat désignant sous une forme approuvée ou fournie par la Commission; ce document indiquera que l'observateur ou le contrôleur a été désigné pour effectuer une observation ou un contrôle conformément à ce système.
- (b) Au moment de monter à bord, un observateur ou un contrôleur présentera le document décrit au paragraphe VI (a) ci-dessus.

- (c) L'observation et le contrôle seront effectués de sorte que toute interférence ou inconvénient pour le navire soient réduits au minimum. Les demandes de renseignements seront limitées à l'établissement de faits relatifs au respect des mesures de la Commission en vigueur pour l'Etat du pavillon concerné.
- (d) Les observateurs et les contrôleurs pourront prendre des photos si nécessaire pour documenter toute allégation de violation des mesures de la Commission en vigueur. Les photos seront prises en double exemplaire, dont l'un sera joint à l'avis de violations alléguées qui aura été fourni au capitaine du navire conformément au paragraphe ci-dessus.
- (e) Les observateurs et les contrôleurs fixeront une marque d'identification approuvée par la Commission à tout filet ou tout autre équipement de pêche qui aurait été utilisé en violation des mesures de conservation en vigueur et ils consigneront ce fait dans les rapports et la notification mentionnés au paragraphe VIII.
- (f) Le capitaine du navire facilitera la tâche des observateurs et des contrôleurs lors de l'exercice de leurs fonctions, notamment en leur procurant accès à l'équipement de communication.

VII. Si un navire refuse de s'arrêter ou de faciliter le transfert d'un observateur ou contrôleur, ou bien si le capitaine ou l'équipage d'un navire entravent les activités autorisées d'un observateur ou d'un contrôleur, cet observateur ou contrôleur préparera un rapport détaillé, donnant une description complète de toutes les circonstances et fournira le rapport à l'Etat désignant qui le transmettra conformément aux dispositions pertinentes des paragraphes VIII et IX.

- (a) Toute entrave aux activités d'un observateur ou contrôleur ou tout refus d'accéder aux demandes raisonnables faites par un observateur ou contrôleur dans l'exercice de ses fonctions sera considérée par l'Etat du pavillon comme si l'observateur ou le contrôleur était un observateur ou contrôleur de cet Etat.
- (b) L'Etat du pavillon présentera un compte rendu sur les mesures prises sous ce paragraphe en vertu du paragraphe X ci-dessous.

VIII. Les observateurs et les contrôleurs prépareront des rapports détaillés sur leurs activités d'observation et de contrôle. Les rapports seront fournis au Membre désignant qui présentera ensuite son rapport à la Commission.

- (a) Avant de quitter les navires qui ont été observés et contrôlés, l'observateur ou le contrôleur remettra au capitaine du navire une Certification de contrôle et une notification écrite de toute violation alléguée des mesures en vigueur de la Commission et laissera au capitaine la possibilité de commenter par écrit cette notification;
- (b) Le capitaine du navire signera la notification pour en accuser réception et reconnaître avoir eu l'occasion de la commenter.

IX. Les rapports mentionnés au paragraphe VIII seront fournis à l'Etat du pavillon à qui il sera donné l'occasion de les commenter avant examen par la Commission.

X. Si, par suite des activités d'observation et de contrôle effectuées conformément à ces dispositions il s'avère que les mesures adoptées en vertu de la Convention ont été violées, l'Etat du pavillon engagera des poursuites et, si nécessaire, imposera des sanctions. L'Etat du pavillon présentera le compte rendu de ces poursuites et sanctions à la Commission.

4. Le Comité a noté que le non-respect des mesures de conservation adoptées aux termes de la Convention pourrait aussi être observé par des scientifiques, pêcheurs et autres, qui n'ont pas été désignés comme observateurs ou contrôleurs conformément au système d'observation et de contrôle décrit ci-dessus. Ces observations pourraient soulever des questions se rapportant à l'Article X ainsi qu'à l'Article XXIV de la Convention. Il a donc été décidé qu'il serait demandé aux Parties contractantes de transmettre à la Commission les informations concernant ces observations pour examen.

5. Le Comité a rappelé, comme cela avait été souligné au paragraphe 98 du rapport de la sixième réunion de la Commission, que les termes "contrôleurs" et "observateurs" sont parfois utilisés indifféremment dans l'Article XXIV de la Convention. Dans ce contexte, le Comité a aussi rappelé, ainsi qu'il a déjà été mentionné, que le but du système d'observation et de contrôle, décrit en détail au paragraphe 3 ci-dessus, est de vérifier le respect des mesures adoptées aux termes de la Convention. Il a été décidé que cette distinction - si elle existe - entre les termes "contrôleur" et "observateur" soit éclaircie au cours de futures discussions.

6. Plusieurs délégations ont indiqué que des mesures devraient être prises à la prochaine réunion de ce Comité pour commencer à mettre au point un système d'observation scientifique destiné à faciliter l'acquisition des informations nécessaires pour mieux comprendre l'exploitation des ressources marines vivantes dans la zone de la Convention ainsi que pour les modéliser et les gérer de manière plus efficace.

7. En ce qui concerne le point précédent, la délégation du Japon a indiqué que les contrôleurs désignés pour le contrôle de conformité devraient être des agents dûment qualifiés de la partie désignante et chargés de contrôler la pêche ou de faire appliquer les lois, et que l'observation scientifique devrait être effectuée à bord des navires de recherche par un personnel scientifique. D'autres délégations estimaient, quant à elles, qu'il serait inapproprié de demander, à la fois, que le contrôle de conformité soit effectué exclusivement par des agents chargés

du contrôle de la pêche ou de l'application des lois, et que l'observation scientifique soit conduite seulement à bord des navires de recherche. Selon ces délégations, la partie désignante devrait avoir le droit de désigner toute personne familiarisée avec les activités d'exploitation et de recherche devant être observées et contrôlées, conformément au paragraphe I (b) du système, et une application efficace de la Convention pourrait bien exiger que les observateurs scientifiques soient postés à bord des navires de pêche et de recherche.

8. La délégation du Japon a remarqué aussi que le terme "assistant" au paragraphe V (b) du système se réfère vraisemblablement aux interprètes et témoins qui accompagnent les observateurs et contrôleurs désignés et que l'effectif de ces "équipes de contrôle" pourrait constituer un fardeau pour le navire prenant ces équipes à bord. Il a été décidé que le besoin de définir ce terme devrait être considéré lors d'une prochaine réunion de ce Comité.

9. En dernier lieu, la délégation du Japon a considéré qu'il était nécessaire que l'observateur ou le contrôleur soient conscients du besoin de faire preuve de sensibilité quant à la position du navire et au caractère privé de cette information, lorsqu'ils demandent accès à l'équipement de communications afin d'exercer leurs fonctions d'observation et de contrôle conformément au paragraphe VI (f) du système.

10. La délégation de la Pologne a noté qu'il pourrait être difficile, pour les Parties contractantes, de fournir avant le 1^{er} mai une liste complète et précise de tous les navires sous pavillon polonais devant se livrer à l'exploitation des ressources marines vivantes dans la zone de la Convention pendant l'année, conformément au paragraphe 4 du système, bien que cette information puisse être fournie pour ce qui est du nombre des navires et de la (ou des) zone(s) statistique(s) où ils ont l'intention de pêcher. Le Comité a décidé que, en accord avec les dispositions du paragraphe IV du système, les Parties contractantes pouvaient notifier à la Commission les ajouts ou suppressions concernant cette liste pendant la saison de pêche en cours.

11. Lors d'un examen supplémentaire du paragraphe IV du système, la délégation de la République Fédérale d'Allemagne a noté qu'il serait souhaitable que les navires ayant l'intention de procéder à l'exploitation des ressources marines vivantes dans la zone de la Convention fassent connaître à la Commission leurs dates d'arrivée et de départ de la zone de la Convention, et qu'ils spécifient la (ou les) zone(s) statistique(s) où ils comptent effectuer - ont déjà effectué - ces opérations de pêche.

12. Il a été décidé qu'en ce qui concerne le paragraphe VII (a) du système, il serait utile que les Parties contractantes fournissent à la Commission les lois et règlements nationaux en cours applicables aux fonctions et impératifs de leurs observateurs et contrôleurs.

Coûts

13. Le Comité a examiné la question des coûts liés aux activités d'observation et de contrôle, sur la base des paragraphes 100 et 103 du rapport de la sixième réunion. Plusieurs délégations ont tenu, de nouveau, à souligner que le total des coûts associés aux activités d'observation et de contrôle devrait être pris en charge par les Etats désignants, conformément à certains accords internationaux en place concernant la pêche. Il a été convenu que, pendant les premiers stades de la mise en vigueur de ce système d'observation et de contrôle, les coûts liés à l'attribution de postes d'observateurs et de contrôleurs seraient probablement à la charge des Etats désignants. Cependant, plusieurs délégations ont fait remarquer qu'il pourrait être nécessaire, à l'avenir, de considérer d'autres moyens de partager les dépenses afin d'assurer, au fur et à mesure que le système évolue, une couverture adéquate et représentative de toutes les opérations de pêche dans la zone de la Convention. Il a été noté que la question des coûts demandait un examen supplémentaire.

14. Il a été procédé à un bref examen des responsabilités en cas d'accident, de décès et de compensation pour les pertes économiques imprévues se rapportant à l'observation et au contrôle. Par manque de

temps, le Comité ne s'est pas livré à un examen approfondi de cette question. Il a été noté, cependant, qu'en l'absence d'arrangements spécifiques, il serait nécessaire de traiter cette question conformément à la pratique internationale en vigueur. Il a été remarqué de plus que, dans le cas d'observateurs et de contrôleurs postés à bord des navires pendant des périodes plus longues, ce problème pourrait se régler entre l'Etat désignant et l'Etat du pavillon du navire.

Mesures à prendre à l'avenir

15. Puisqu'il serait possible d'appliquer, dès la saison de pêche 1989/90, les dispositions du système d'observation et de contrôle décrites en détail au paragraphe 3 ci-dessus, le Comité recommande que le Secrétaire exécutif soit chargé d'examiner les systèmes internationaux d'observation et de contrôle existant à l'heure actuelle et que, sur la base de cet examen, soit préparé et distribué aux Parties contractantes le matériel suivant avant la huitième réunion de la Commission :

- une proposition de modèle de pavillon ou de guidon que les navires arboreraient pour indiquer qu'ils ont à bord des observateurs ou contrôleurs désignés par les Parties contractantes conformément au paragraphe III (b) ci-dessus;
- un projet de certificat de contrôle et de documents d'identité ainsi qu'une proposition de marque d'identification des engins de pêche, tel qu'il est prévu au paragraphe VI du système;
- une liste des mesures de la Commission actuellement en vigueur;
- une liste des observateurs et contrôleurs qui ont été désignés par les Parties conformément au paragraphe I (f) du système;
- une liste des navires qui ont l'intention d'exploiter les ressources marines vivantes dans la zone de la Convention au

cours de la saison 1989/90 et qui ont été mentionnés à la Commission par les Parties contractantes conformément au paragraphe IV du système; et

- une description du coût et du mode de financement des autres systèmes internationaux de contrôle des pêches.

16. Reconnaissant qu'il serait bon de se diriger vers une standardisation des rapports présentés par les observateurs et contrôleurs, le Comité recommande également que le Secrétaire exécutif soit chargé de préparer et de distribuer avant la prochaine réunion de la Commission, et en tenant compte de la pratique internationale courante, les projets de documents suivants :

- (i) un check-list qui pourrait être utilisé par les observateurs et les contrôleurs pour faciliter le contrôle du respect de la réglementation;
- (ii) un format de rapport des résultats de l'observation et du contrôle du respect de la réglementation;
- (iii) un dictionnaire de questions et termes, dans les langues des Parties contractantes engagés dans des activités de pêche, qui serait destiné à faciliter la tâche des observateurs et des contrôleurs dans l'exercice de leurs fonctions; et
- (iv) toute autre information qui pourrait être nécessaire ou utile.

Respect des Mesures de conservation en
vigueur aux termes de l'Article X

17. La délégation du Royaume-Uni a fait remarquer que, le paragraphe 104 du rapport de la sixième réunion de la Commission se référant à l'Article X (2) de la Convention, les dispositions de ce paragraphe du

rapport devraient être incluses au Système d'observation et de contrôle. Comme le temps manquait pour étudier cette question en détail, il a été convenu d'en reporter l'examen à la prochaine réunion de la Commission. Le Comité a confirmé qu'il avait compris que les dispositions du paragraphe 104 continueraient à prévaloir en attendant les résultats de cet examen.

18. La délégation du Royaume-Uni a également porté à l'attention du Comité permanent son rapport sur les activités entrant dans le cadre de l'Article X, rapport qui a été distribué aux Parties contractantes sous CCAMLR-VII/BG/8.

ADDENDA AU RAPPORT
DE LA SEPTIEME REUNION DE LA COMMISSION
(CCAMLR-VII)

RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL
CHARGE DU DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE DE CONSERVATION
DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE

Hobart, Australie
23 et 28 octobre 1988

RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL
POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE DE CONSERVATION
DE LA FAUNE ET FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE

Le Groupe de travail pour le développement d'une stratégie de conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, présidé par l'Australie, s'est réuni le 23 et le 28 octobre. Le rapport de la sixième réunion annuelle de la Commission présente cette liste des attributions du Groupe de travail (paragraphe 107) :

- "1. Parvenir à une commune compréhension quant aux implications pour l'aménagement de l'Article II de la Convention.
2. Développer des approches possibles de conservation dans le but de réaliser les objectifs de l'Article II par les moyens décrits à l'Article IX.
3. Sélectionner et appliquer des critères de performance pour l'évaluation de chaque approche.
4. Identifier, pour les approches préférées, des buts spécifiques à court et à long terme, compatibles avec les objectifs de la Convention.
5. Elaborer le cadre d'une stratégie pour gérer les activités dans le but d'atteindre ces objectifs.
6. Rendre compte à la Commission des mesures appropriées.

Il s'agit là d'attributions de travail qui pourront être modifiées au fur et à mesure que le Groupe progressera."

2. Le Groupe a considéré le rapport soumis par un sous-groupe d'experts techniques, qui s'est réuni du 20 au 22 octobre, pour formuler des avis au Groupe sur la spécification des critères de performance pour

l'évaluation de stratégies de conservation et de sujets connexes (troisième attribution). Le Responsable du sous-groupe technique, Dr G. Kirkwood (Australie) a présenté le rapport du sous-groupe. Le Groupe de travail a été satisfait de recevoir le rapport comme contribution utile à ses travaux.

3. Pendant la discussion du rapport du sous-groupe technique et à la considération de cette question l'an passé, il a été noté que la Commission voudrait accorder un statut aux paragraphes 114 et 115 du rapport de 1987, sous réserve de modifications lorsque des approches à la conservation sont développées. A cet égard, le Groupe de travail a noté l'opinion du sous-groupe technique qui a signalé que l'objectif primaire de l'utilisation rationnelle entraîne une exploitation effectuée d'une façon qui, à long terme, assurera le maintien du plus grand rendement possible, sous réserve des principes généraux de conservation convenus.

4. Le Groupe de travail a convenu, en ce qui concerne le paragraphe 13 du rapport du sous-groupe technique, des points suivants:

(a) l'application de l'Article II 3(b) serait facilitée par une définition opérationnelle de l'épuisement et des niveaux visés pour un repeuplement des populations en voie de disparition. A cet égard, le Groupe de travail croyait que les avis du Comité scientifique sur ces sujets, comprenant une considération des limites probables du niveau d'accroissement maximal net annuel pour divers groupes majeurs d'espèces, seraient utiles.

(b) il serait utile de recevoir les avis du Comité scientifique sur la capacité du programme de contrôle de l'écosystème pour distinguer les changements dans les rapports écologiques et aussi de reconnaître les effets de dépendances simples entre les espèces, y compris une distinction entre les variations naturelles et celles qui se sont produites en conséquence des activités de pêche.

5. Le Groupe de travail a convenu qu'il n'est pas pratique d'évaluer des approches alternatives de conservation en faisant des essais sur le

terrain car on risquerait de ne pas satisfaire aux objectifs de la Convention, et que la modélisation sera le procédé le plus efficace d'y parvenir. Il a été entendu qu'au cours du processus d'évaluation des approches de conservation, le développement des objectifs et des critères de performance continuerait à évoluer.

6. Il a été reconnu que les approches de conservation devrait tenir compte des deux échelles temporelles: longues et courtes. Il a été noté que, dans l'immédiat, la Commission a commencé à développer des approches de conservation pour l'aménagement des stocks de poissons, en accordant une importance particulière à ceux qui sont déjà sujets à une forte exploitation; que le cadre pour l'évaluation de l'efficacité de ces stratégies pour des espèces individuelles est relativement simple; et que le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks ichtyologiques s'occupe déjà de telles questions.

7. Dans le contexte de l'écosystème, toute approche de conservation doit tenir compte des effets produits par la pêche non seulement sur les espèces visées, mais aussi sur les espèces dépendantes et voisines. Cela rend plus complexe le développement d'une approche ainsi que l'évaluation de son efficacité. Le groupe a convenu que, bien qu'il faille commencer le développement des approches appropriées à la conservation des écosystèmes, la priorité pour l'achèvement de cette tâche est moins pressante que chez les stocks de poissons.

8. Dans ce contexte il a été convenu que l'Antarctique ne doit pas être considéré comme un seul écosystème, mais plutôt qu'il comprend un nombre d'écosystèmes différents. Ceux-ci sont sujets à des niveaux d'exploitation qui diffèrent beaucoup. Cela signifie que, bien que les effets des pêcheries doivent être considérés dans le cadre du sous-système de la région où ils ont lieu, il faut considérer leurs effets potentiels dans les sous-systèmes voisins.

9. Le Groupe de travail a discuté la valeur d'obtenir une information sur les projets de pêche des pays membres, comme l'a exposé le paragraphe 28 du rapport du sous-groupe technique, dans ses lignes générales. Des

représentants du Japon et de l'URSS ont exprimé leurs problèmes à cet égard, dûs à certains facteurs qui affectent les projets à long terme des activités de pêche. Par exemple, le taux de développement des pêcheries japonaises peut être déterminé par l'état du marché et par les activités des compagnies de pêche individuelles. Dans le cas de la pêcherie de l'URSS, même au cours d'une saison, des décisions sont prises pour changer de la pêche de poissons à celle du krill selon les conditions de pêche dans la région. Malgré ces incertitudes, des informations de ce genre présentées à la Commission sont valables pour le développement, entre autres, des approches prévisionnelles plutôt que réactives à la conservation du krill.

10. Le Groupe de travail estime que toute information supplémentaire en ce qui concerne les projets de développement et l'évaluation des approches de conservation seraient valables. Par exemple, des informations détaillées sur les opérations journalières des chalutiers de krill ont été trouvées utiles aux travaux de modélisation pour évaluer le rôle potentiel des données sur les prises et l'effort dans le contrôle des changements de l'abondance du krill.

11. On s'est mis d'accord pour que le travail continue à développer des modèles pour l'évaluation des approches de conservation par rapport, non seulement aux espèces individuelles, mais aussi aux espèces multiples. Ce travail doit être entrepris par les Membres et par les divers Groupes de travail du Comité scientifique. En même temps, il a été noté que la priorité pour ce genre de travail doit être déterminée par rapport à d'autres tâches importantes, telles que la détermination de l'abondance du stock et des structures du stock pour des espèces clés dans l'écosystème.

12. En révisant la direction de son travail, le Groupe de travail a souligné qu'on devrait tenir pleinement compte des travaux conduits par le Comité scientifique et d'éviter la répétition de ces travaux. Il a été convenu que le Groupe de travail joue un rôle important et continu dans le développement des approches de conservation pratiques, conformément à ses attributions.

13. Le rapport du sous-groupe technique est ci-joint.

REPORT OF THE MEETING OF THE TECHNICAL SUB-GROUP
OF THE CCAMLR WORKING GROUP FOR THE DEVELOPMENT
OF A CONSERVATION STRATEGY

(Hobart, Australia, 20-22 October 1988)

The Meeting was held in the CCAMLR Secretariat on 20-22 October, 1988. A list of participants is attached at Appendix 1.

2. Dr Geoff Kirkwood was elected Convener of the Sub-group, and it was agreed that the rapporteurs duties would be assumed by members of the Australian delegation at the meeting.

3. The Convener expressed his understanding that the development of performance criteria involved developing a methodological framework for evaluation of potential conservation approaches. The Group accepted this definition of their task and adopted the agenda attached at Appendix 2.

4. Papers were submitted by technical experts from several CCAMLR Members for the Group's consideration (see list of documents at Appendix 3). It was agreed that these should be used to assist the Group through reference to them where they were relevant to the issues raised rather than considering them individually.

THE DEVELOPMENT OF A METHODOLOGICAL FRAMEWORK FOR EVALUATION
OF POTENTIAL CONSERVATION APPROACHES

5. The Group accepted, as a working definition, that a conservation strategy incorporates procedures under which conservation measures (for example, catch limits, open and closed seasons) are established, removed or varied. It involves using the information available to assess the state of the resources, from which decisions are made as to what changes in conservation measures are necessary.

6. It was pointed out that the Antarctic should not be thought of as a single ecosystem; rather it comprises a number of different sub-systems. These are subject to widely differing levels of exploitation. This means that the potential effects of fisheries have to be considered in both local and broad geographical scales.

7. It was recognised that a methodological framework had to consider both short and long time-scales. In the short term, the Commission has begun to develop conservation strategies for the management of finfish stocks, with emphasis on those already subject to heavy exploitation. The framework for assessing the effectiveness of these single species strategies is relatively straightforward. Such matters are already being addressed by the Fish Stock Assessment Working Group.

8. In an ecosystem context, a strategy has to take into account the effects of fishing on not only the target species, but also dependent and related species. This makes its assessment more complex. The Group agreed that while there is a need to begin development of appropriate strategies for conserving ecosystems, the priority for completing this task is lower than that for the finfish stocks.

Information Requirements for Specification of Conservation Strategies, Including Data Inputs and Monitoring

9. The specification of a conservation strategy involves the identification of operational objectives, data inputs and monitoring, assessment procedures and decision rules. For evaluation of a strategy, the decision rules need to be specified in terms of the information inputs and the range of decisions that are possible.

Preliminary Objectives

10. At its 1987 Meeting, the Working Group for the Development of a Conservation Strategy for Antarctic Marine Living Resources had developed a

set of principles of conservation based on Article II of the Convention, and an interpretation of the term "rational use" (CCAMLR-VI, paragraphs 114-115). These were :

"114. The Group noted that, under Article II, the term "conservation" includes rational use. Harvesting and associated activities are to be conducted in accordance with the following principles of conservation :

- (i) maintenance of ecological relationships;
- (ii) maintenance of populations at levels close to those which ensure the greatest net annual increment;
- (iii) restoration of depleted populations;
- (iv) minimisation of the risk of irreversibile change in the marine ecosystem.

115. With these principles in mind, the Working Group felt that rational use involved inter alia the following elements :

- (i) that the harvesting of resources is on a sustainable basis;
- (ii) that harvesting on a sustainable basis means that harvesting activities are so conducted as to ensure that the highest possible long-term yield can be taken from a resource, subject to the general principles of conservation above;
- (iii) that the cost effectiveness of harvesting activities and their management is given due weight."

11. The Group agreed to adopt as a set of preliminary objectives these general principles of conservation and elements of "rational use". It

agreed that they were sufficient for the purpose of evaluating potential conservation strategies.

12. The Group noted that it was not possible to simultaneously satisfy each of the preliminary objectives. Conservation strategies must inevitably involve compromises between the objectives, and an important part of any examination of differing strategies would be a comparison of the extent to which they met the different objectives.

13. The Group then addressed the interpretation of these preliminary objectives in terms which admit assessment of the degree to which they are able to be met.

(i) Maintenance of ecological relationships

The Group agreed that it was difficult to see how to evaluate the extent to which this objective could be met because of the sheer number of species and interrelationships which might be monitored. It is only practical to monitor a small number of these. This matter has been considered by the Working Group for the CCAMLR Ecosystem Monitoring Program and they have drawn up a program for monitoring selected predators which, at this stage, is as comprehensive as practicable. There are plans for the monitoring of prey species and environmental parameters. There remains a need to examine the power of this monitoring program to detect changes in relationships and to recognise the effects of even simple inter-specific dependencies.

The question was raised as to the number of species which would need to be monitored to be reasonably certain that important ecological relationships were being maintained. While it was felt that this required further investigation it was suggested that the largest and smallest species in major groups should be considered.

- (ii) Maintenance of populations at levels close to those which ensure greatest net annual increment (GNAI)

There is a paradox in this objective in that the level of GNAI for a dependent species changes with the level of exploitation of prey species. This has been resolved by interpreting the predator population levels referred to as those which would exist if there were no exploitation of prey. In practical terms these levels can be best assessed from historical levels of abundance.

It was generally accepted that if this objective is achieved then objective (i) would also probably be achieved as a consequence.

The Group agreed that, in general, it is not possible to accurately predict the population level at which GNAI would be obtained, therefore arbitrary working values will need to be chosen for various types of species.

The Group agreed that there was a problem in separating what may be natural fluctuations in dependent populations from changes induced by fishing on their prey. This needs to be addressed.

- (iii) Restoration of depleted populations

The Group identified a number of considerations to be examined in relation to this objective. These were :

- (a) the need for an operational definition of depletion and of a target level for recovery;
- (b) the likely time-scale of the recovery;
- (c) the compromise between the rate of recovery of a stock and the effects of any fishing activities permitted during the recovery period;

- (d) the possibility that reducing the abundance of competitors or predators might assist in the recovery of depleted populations.

Assessing the achievement of this objective depends upon some form of monitoring of trends in the abundance of depleted species. It was suggested that in certain instances some level of fishery could assist in monitoring the recovery of a depleted stock.

- (iv) Minimisation of risk of irreversible change
in the marine ecosystem

In the Convention, this principle is stated as "the prevention of changes or minimisation of the risk of changes in the marine ecosystem which are not potentially reversible over two or three decades". This suggests that the minimum levels of abundance for various species need to be tied to their dynamics. For example, slow growing populations will take the specified time to recover from levels which are not far below the target levels, while fast growing populations may recover from levels well below target levels over that time. However, in many circumstances, it will be difficult to predict that a population could recover from a given level in the required time.

Elements of "Rational Use"

14. The primary objective involving rational use is that of harvesting to ensure that the potential for achieving the highest possible long-term yield is preserved, subject to the above principles of conservation. The Group agreed that assessing the extent to which this objective was met by a proposed conservation strategy was straightforward.

15. With respect to the issue of cost-effectiveness, it was agreed that it was not appropriate to consider the economics of individual fishing

operations. However, the costs of management and monitoring, including those related to observation and inspection, must be taken into account in any evaluation of a conservation strategy.

Evaluating Performance of Conservation
Strategies in Meeting Objectives

16. The Group considered that it was not practical to evaluate conservation strategies by applying them in the field because of the risk of failure to meet the objective should they prove inadequate. The time-scale involved could be long and the cost prohibitive. It was therefore agreed that a modelling approach to evaluation will be the most effective.

17. Models appropriate for evaluating conservation strategies for single species fisheries not involving substantial levels of ecological interactions (as currently being applied to finfish fisheries in the CCAMLR Area) are already in wide use in fisheries science.

18. The types of model required to evaluate conservation strategies for the management of fisheries involving substantial levels of interactions (e.g. krill) are more complex, because of the need to consider dependent and related species from an ecosystem perspective.

19. In any evaluation sub-models are needed to describe :

- the dynamics of the ecosystem or the species;
- the management procedure;
- the fishery; and
- the monitoring process and its results.

20. Most of the discussion focussed on the sub-model dealing with the dynamics of the ecosystem or the species. It was agreed that initial testing on simple models would define the range of potential strategies suitable for further development. These models can then be made more

complex to give more rigorous evaluation. The aim would be to use a diverse range of models to try to develop conservation strategies which are robust, in the sense that they would still meet their objectives when applied to model ecosystems that are radically different. As it will not be known which model best captures the dynamic features of real ecosystems or populations, potential strategies should be tested in as many hypothetical situations as possible.

21. The Group therefore decided that it is now appropriate to continue to develop specific models for use in the evaluation of potential conservation strategies.

22. For performance criteria, two papers presented to the meeting (WG-CSD-88/6 and 8) contained suggestions suitable for application to evaluations aimed at refining the range of potential conservation strategies. The Group recognised that performance criteria would need to evolve in step with both the conservation strategies and the complexity of the hypothetical ecosystems to be managed.

Protocols for Conducting Evaluations

23. A protocol is a uniform set of evaluation procedures which allow the performance of different potential conservation strategies to be compared. It was agreed that protocols which might be employed in this process should now be developed. Further work by individual members is required in order to develop protocols for consideration by a technical group at a further meeting.

EXAMPLES OF PERFORMANCE CRITERIA AND EVALUATIONS

24. Paper WG-CSD-88/8 included examples in which a simple predator-prey system is simulated, with exploitation occurring only on the prey. Catch limits are set according to two different conservation strategies. One strategy uses a standard Schaeffer model to obtain annual estimates of MSY

from CPUE data and harvested at 90% of the estimated MSY. The second strategy uses a simple feedback procedure to adjust catches up or down depending on whether the prey abundance is estimated to be above or below a target level (55% of unexploited). On face value, any differences in the results of applying the two strategies should be slight.

25. In WG-CSD-88/8, a number of performance criteria were defined which relate to the objectives of management identified by the Working Group. Three examples of these objectives and the corresponding performance criteria are :

(a) Maintenance of ecological relationships :

Probability of the predator population being reduced to less than 30% of its initial abundance.

(b) Maintaining highest long-term yield :

Cumulative catch over 70 years.

(c) Risk of irreversible change :

Probability of the prey population being reduced to levels from which recovery to the target level takes more than 30 years.

26. Applying the conservation strategy to the simulated predatory-prey system led to the following estimates of performance criteria under the two strategies :

Performance criterion	Strategy 1	Strategy 2
(a)	0.94	0.33
(b)	1.14	4.51
(c)	0.93	0.08

27. Despite expectations, the two strategies differ considerably in their ability to achieve the three objectives illustrated. Strategy 1 is markedly inferior in all three criteria, and would be rejected as a conservation strategy in this example.

OTHER MATTERS

28. The Group recognised the importance of obtaining an understanding of the plans of member nations for the development of krill fisheries, and similar information on squid and finfish fisheries would be useful. This information would help identify types of conservation strategy that are broadly consistent with the planned exploitation of the resource. Also, slight differences in the way in which development plans are implemented can sometimes provide substantially different opportunities to learn about the resource dynamics (e.g. the interactions between prey and dependent species and the separation of natural from fishery-induced fluctuations in abundance). Early notification of fishery development plans would allow examination of these opportunities.

CONCLUDING REMARKS

29. The Group recognised that further work is needed to develop models and protocols for the evaluation of potential conservation strategies. It noted that some related work useful for the examination of methodology and elements of conservation strategies has been and will be carried out under the auspices of the Scientific Committee.

30. The Group noted that some of the papers that it had received were pertinent to the development of conservation strategies. These might be considered by the Working Group.

LIST OF PARTICIPANTS

Technical Sub-Group of the CCAMLR Working Group
for the Development of a Conservation Strategy
(Hobart, Australia, 20-22 October, 1988)

Dr G. KIRKWOOD (Convener, Australia)
Mr E. BALGUERIAS (Spain)
Dr E. BARRERA ORO (Argentina)
Dr J. BEDDINGTON (UK)
Dr R. BORODIN (USSR)
Dr R. CHITTLEBOROUGH (Australia)
Dr W. DE La Mare (Australia)
Dr G. DUHAMEL (EEC)
Dr Y. ENDO (Japan)
Dr I. EVERSON (UK)
Mr R. FRANKEL (Australia)
Dr J. GULLAND (EEC)
Mr P. HEYWARD (Australia)
Mr S. IGLESIAS (Spain)
Dr K.-H. KOCK (FRG)
Dr E. MARSCHOFF
Mr D. MILLER (South Africa)
Mr K. MINURA (Japan)
Mr M. MORIMOTO (Japan)
Mr M. OKUNO (Japan)
Mrs N. PRUSOVA (USSR)
Dr K. SAINSBURY (Australia)
Dr K. SHERMAN (USA)
Dr Y. SHIMADZU (Japan)
Mr S. SHIOTSU (Japan)
Dr K. SHUST (USSR)
Mr W. SLOSARCZYK (Poland)
Dr M. TILLMAN (USA)
Dr O. ØSTVEDT (Norway)
Dr W. OVERHOLTZ (USA)
Mr R. UEOKA (Japan)
Dr D. POWELL (Secretariat)
Dr E. SABOURENKOV (Secretariat)

AGENDA

Technical Sub-Group of the CCAMLR Working Group
for the Development of a Conservation Strategy
(Hobart, Australia, 20-22 October, 1988)

1. Discussion of Methodological Framework for Evaluation of Potential Conservation Approaches
 - 1.1 Preliminary Objectives
 - 1.2 Performance Criteria
 - 1.3 Data Inputs - Harvesting
 - Scientific Monitoring
2. Examples of Performance Criteria and Evaluations
3. Report to the Working Group

LIST OF DOCUMENTS

Technical Sub-Group of the CCAMLR Working Group
for the Development of a Conservation Strategy
(Hobart, Australia, 20-22 October, 1988)

Meeting Documents

WG-CSD-88/1	Provisional Agenda for the Meeting of the Conservation Strategy Working Group
WG-CSD-88/2	Provisional Agenda for the Meeting of the Technical Sub-Group
(Convener)
WG-CSD-88/3	List of Participants
(Secretariat)
WG-CSD-88/4	List of Documents
(Secretariat)
WG-CSD-88/5	The Selection of Performance Criteria in the Evaluation of Conservation Strategies
(Convener)
WG-CSD-88/6	Performance Criteria for the Evaluation of Conservation Strategies
(Delegation of Argentina)
WG-CSD-88/7	EEC Background Paper on Conservation Strategy
(Delegation of the EEC)
WG-CSD-88/8	Preliminary Consideration of Performance Criteria for the Evaluation of Conservation Strategies
(Australia)
WG-CSD-88/9	Towards a Conservation Strategy for Antarctic Marine Living Resources
(Delegation of USSR)
WG-CSD-88/10	Modelling and Decision Making as Part of the CCAMLR Management Regime
WG-CSD-88/11	Objectives of Ecosystem Monitoring

WG-CSD-88/12

Report of the Meeting of the Technical Sub-Group of the CCAMLR Working Group for the Development of a Conservation Strategy (Hobart, Australia, 20-22 October, 1988)

Other Papers Referred to at the Meeting :

CEMP Standard Methods for Monitoring Parameters of Predatory Species, 1988